

Rapport annuel Jahresbericht

—
2024



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Tribunal cantonal TC
Kantonsgericht KG**

Table des matières

Inhaltsverzeichnis

1	Introduction	3
1.1	Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2024	4
1.1.1	Partie générale	4
1.	Einleitung	17
1.1	Tätigkeitsbericht 2024 des Kantonsgerichts	18
1.1.1	Allgemeiner Teil	18

1.1.2	Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2024 (état au 31.12.)	31
	Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Abteilungen im Jahr 2024 (Stand 31.12.)	31
1.1.3	Partie statistique / Statistischer Teil	35

1 Introduction

Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Conformément à l'art. 101 al. 2 LJ, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2024 et confirmons que les données statistiques présentées dans ce rapport sont correctes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Fribourg, le 21 février 2025


Marc Boivin, Président


Frédéric Oberson, Secrétaire général

1.1 Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2024

1.1.1 Partie générale

1.1.1.1 Remarques générales

En 2024, le Tribunal cantonal a rendu 2'708 arrêts, soit une légère baisse par rapport à 2'023 (2'776). Cette diminution ne reflète pas la charge de travail réelle, car les procédures sont devenues plus complexes, augmentant le volume des dossiers et la durée de traitement. Le nombre de nouvelles affaires a augmenté (2'796 en 2024 contre 2'750 en 2023), portant le total des affaires pendantes au 31 décembre 2024 à 1'058.

Face à cette situation, le Tribunal a demandé des ressources supplémentaires (1 cellule juge-greffier/ère-secrétaire) dans le cadre du budget 2024 déjà, sans succès. Ces renforts étaient destinés à anticiper les impacts de nouvelles dispositions procédurales en droit pénal, susceptibles d'affecter nos Cour et Chambre pénales déjà très chargées (226 dossiers pendants contre 200 à fin 2023).

Pour gérer cette charge, le Tribunal a mis en place, depuis quelque temps, une politique interne de "vases communicants", fondée sur l'entraide entre les différentes cours, permettant de maîtriser plus ou moins la situation, à tout le moins statistiquement, en droit pénal en 2024. Cependant, cette solution n'est pas pérenne.

La charge de la I^{er} Cour d'appel civil, dont une partie du personnel s'est également impliqué dans la Chambre pénale et fonctionnant depuis plusieurs années à flux tendu, reste préoccupante (149 dossiers pendants à fin 2024). La I^{er} Cour des assurances sociales, dont le Président et une greffière sont désormais plus impliqués au sein de la Cour d'appel pénal, connaît également une baisse des liquidations, contribuant à l'augmentation des dossiers pendants (+13 à fin 2024 pour un total de 162). Les deux Cours des assurances sociales enregistrent une hausse des nouvelles affaires par rapport à l'année précédente, augmentant le nombre de dossiers ouverts (162 contre 149; 122 contre 111). La Cour fiscale, dont le personnel est régulièrement mis à disposition des autres Cours, voit aussi son stock augmenter (+29 à fin 2024, pour un total de 84). La II^{er} Cour administrative, bien qu'ayant réduit ses dossiers pendants depuis l'année passée (-19), reste confrontée à une charge de travail importante, avec plus de 200 nouvelles affaires en 2024 (202), alors qu'entre 2017 et 2020, le nombre annuel d'affaires oscillait entre 157 et 164.

Conformément à ses engagements, le Tribunal a à nouveau sollicité l'aide de juges suppléant-e-s pour externaliser la charge de travail et limiter la hausse des stocks. Malgré cela, à fin 2024, une augmentation globale d'environ 10% des dossiers à traiter est constatée (1'058 contre 970 à fin 2023).

Comme le Conseil de la magistrature a eu l'occasion de le constater, bien que cette hausse ne soit pas encore alarmante en chiffres bruts, elle demeure critique, compte tenu de la complexité des affaires et du temps de réflexion propre au contentieux d'une 2^e instance, créatrice de jurisprudence.

Ainsi, le Tribunal cantonal va-t-il, à court et moyen termes, réitérer sa demande de ressources supplémentaires visant à renforcer ses Cour et Chambre pénales pour éviter un engorgement susceptible d'entraver, non seulement le Pouvoir judiciaire, mais également le bon fonctionnement des services de l'Etat si ses Cours administratives, pour l'heure solidairement touchées, n'étaient à leur tour plus en état de rendre leurs jugements dans des délais raisonnables.

Organisation et fonctionnement

Plenum et Commission administrative

En 2024, le Tribunal plénier s'est réuni à cinq reprises, tandis que la Commission administrative a tenu quatorze séances. Le Tribunal cantonal a procédé à des inspections déléguées par le Conseil de la magistrature ainsi qu'à celles des autorités de poursuites et de faillites. Par ailleurs, plusieurs décisions ont été prises par voie de circulation, notamment dans le cadre de consultations législatives et de l'engagement du personnel.

Plan directeur

Le Tribunal cantonal a poursuivi la mise en œuvre de son plan directeur pour la période 2022-2026. Ce plan expose les orientations futures du Tribunal afin de garantir l'accomplissement de ses missions dans le respect de ses valeurs

fondamentales. Il constitue ainsi un point de convergence entre la mission, les valeurs et la vision du Tribunal. Pour rappel, le plan directeur 2022-2026 repose sur trois grands axes : 1) l'organisation du travail, 2) la communication et 3) le dossier électronique. Sur cette base, trois projets concrets ont été formulés : "élaboration d'un manuel qualité", "modalités de communication interne" et "information à la presse et au public". En outre, les projets déjà en cours, tels que "organisation et exigences du personnel administratif" et "préparation du Tribunal cantonal au dossier électronique", sont poursuivis sous la dénomination globale "adaptation de l'organisation du Tribunal cantonal à la digitalisation de la justice".

Journée portes ouvertes

En 2024, le Tribunal cantonal a mis l'accent sur l'information à la presse et au public en organisant, en particulier et parmi d'autres manifestations (conférences de presse, communiqués de presse, interviews, émission radiophonique, notamment), une Journée Portes ouvertes le samedi 28 septembre 2024. Cet événement a permis au public de découvrir les rouages du fonctionnement de la justice cantonale et d'approfondir ses connaissances sur le site historique des Augustins. Au programme, une simulation de procès pénal fictif opposant des artistes, Daniel Rausis (Dicodéur RTS) à son collègue Nicolas Haut, abordant la question de la liberté d'expression et de ses limites dans un cadre humoristique. En outre, une table ronde, animée par le Président du Tribunal cantonal, a réuni Elena Hazanov, réalisatrice, Nicolas Feuz, procureur et romancier, ainsi que Thierry Jobin, directeur du FIFF, pour discuter de la représentation de la justice dans la littérature et le cinéma. Des visites guidées du bâtiment ont été proposées tout au long de la journée, en partenariat également avec le Service des biens culturels, permettant de découvrir l'histoire du site, anciennement couvent, prison et Archives cantonales. Une exposition d'archives et des ateliers de digitalisation de la justice ont également été présentés. Les juges et le personnel du Tribunal, dans un grand nombre, ont été présents pour répondre aux questions du public et lui faire découvrir notre instance.

Cette manifestation a attiré, en un jour, environ un millier de personnes et a rencontré un grand succès, comme l'ont également souligné largement les médias dans leurs comptes-rendus.

Documentation qualité

Le Tribunal cantonal a finalisé son projet "manuel qualité". Un groupe de travail composé de juges, greffiers/ères et collaborateurs/trices administratifs/ves a élaboré et harmonisé les documents existants dans une "documentation qualité", dont la version finale a été présentée au plenum de novembre. La documentation est en cours d'intégration dans l'intranet du Tribunal cantonal et sera régulièrement mise à jour.

Digitalisation

Sur le plan numérique, le Tribunal cantonal poursuit son engagement dans le projet de digitalisation de la justice, soutenu par les programmes cantonal e-Justice et fédéral Justitia 4.0. Le Tribunal, ainsi que d'autres autorités judiciaires, joue un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de ces programmes. Il utilise la solution d'impression centralisée Exped et participe en tant qu'autorité pilote à la numérisation et à la consultation des dossiers judiciaires via l'outil Nomadoc. Il utilise également la solution Proofbox qui simplifie la transmission et la consultation des preuves numériques, tout en assurant la sécurité des données.

Par ailleurs, la Commission informatique des autorités judiciaires (CIAJ), soutenue par le Bureau informatique des autorités judiciaires (BIAJ), continue ses travaux en collaboration avec le SITel. Il convient également de rappeler que les juges cantonaux sont de plus en plus sollicités pour des tâches supplémentaires, notamment en ce qui concerne la digitalisation de la justice, un engagement qui bénéficiera à l'ensemble du Pouvoir judiciaire, comme l'a indiqué le Conseil de la magistrature lors des dernières inspections.

1.1.1.1 Volume des affaires

Lors de l'inspection 2024, le Conseil de la magistrature a pu analyser l'organisation interne du Tribunal cantonal, la répartition des dossiers, ainsi que la nature de ceux-ci, notamment au vu de la charge de travail. Le Conseil a pris note que cette dernière reste toujours très conséquente, le volume et la complexité des dossiers continuant de prendre de l'ampleur. Le Conseil a pris également note que le Tribunal réitérera sa demande de cellule supplémentaire en 2025, les aménagements internes - à savoir le recours aux juges suppléants et la solidarité entre les différentes cours (système des "vases communicants") - ayant désormais atteint leurs limites.

1.1.1.2 Activité juridictionnelle

1.1.1.2.1 En général

1.1.1.2.1.1 Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les différentes cours

Tribunal cantonal	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
a) affaires pendantes au 1er janvier	1251	*1296	**1272	1052	1000	996	970
b) affaires enregistrées	3308	3249	2904	3043	2833	2750	2796
c) affaires liquidées	3264	3270	3124	3095	2837	2776	2708
d) affaires pendantes au 31 décembre	*1295	**1275	1052	1000	996	970	1058

*La différence du nombre d'affaires pendantes s'explique par le fait qu'une affaire 2019 a été enregistrée après l'impression des statistiques.

**La différence s'explique par la liquidation informatique de 3 demandes d'entraide internationale après l'établissement des statistiques.

Langue des affaires liquidées	2022	2023	2024
Français	2413	2346	2321
Allemand	403	407	373

Les 14 consultations législatives sur lesquelles le Tribunal plénier a pris position ne sont pas comprises dans cette rubrique

Cours civiles	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
a) affaires pendantes au 1er janvier	177	224	*215	206	222	231	204
b) affaires enregistrées	1261	1279	1222	1350	1213	1191	1161
c) affaires liquidées	1214	1285	1231	1334	1204	1218	1145
d) affaires pendantes au 31 décembre	224	*218	206	222	231	204	220

*La différence s'explique par la liquidation informatique de 3 demandes d'entraide internationale après l'établissement des statistiques

Langue des affaires liquidées	2022	2023	2024
Français	1090	1112	1046
Allemand	114	106	99

Cours pénales	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
a) affaires pendantes au 1er janvier	179	*182	148	130	171	184	200
b) affaires enregistrées	528	534	446	465	501	487	513
c) affaires liquidées	526	568	464	424	488	471	487
d) affaires pendantes au 31 décembre	*181	148	130	171	184	200	226

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.18 et le 01.01.19 s'explique par le fait qu'une affaire 2019 a été enregistrée après l'impression des statistiques.

Langue des affaires liquidées	2022	2023	2024
Français	421	395	430
Allemand	67	76	57

Cours administratives	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
a) affaires pendantes au 1er janvier	890	888	906	715	606	578	565
b) affaires enregistrées	1499	1417	1217	1204	1096	1051	1104
c) affaires liquidées	1501	1399	1408	1313	1124	1064	1062
d) affaires pendantes au 31 décembre	888	906	715	606	578	565	607

Langue des affaires liquidées	2022	2023	2024
Français	902	839	845
Allemand	222	225	217

1.1.1.2.1.2 Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	>2 ans
le Cour d'appel civil	190	109	71	61	20	10
Ile Cour d'appel civil	123	88	15	5	3	4
Ile Cour d'appel civil – entraide internationale	206	7	0	0	0	0
Chambre des poursuites et faillites	96	39	2	0	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	36	40	14	6	0	0
Cour d'appel pénal	37	19	16	61	30	6
Chambre pénale	101	101	67	40	9	0
le Cour administrative	32	25	33	40	12	3
Ile Cour administrative	47	32	30	58	45	9
IIle Cour administrative	55	96	23	26	3	0
Cour fiscale	10	30	41	43	13	0
le Cour des assurances sociales	19	14	21	112	25	4
Ile Cour des assurances sociales	12	26	24	55	37	7

1.1.1.2.1.3 Surveillance déléguée

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté les Tribunaux d'arrondissement de la Broye, de la Gruyère et du Lac, les Justices de paix de la Gruyère, de la Sarine et de la Veveyse, les Préfectures de la Broye, de la Glâne, de la Gruyère, du Lac, de la Sarine, de la Singine et de la Veveyse, ainsi que le Tribunal pénal des mineurs, le Tribunal des mesures de contraintes et une partie du Ministère public.

En sa propre qualité d'autorité de surveillance, le Tribunal cantonal a aussi inspecté l'Office cantonal des faillites et les sept Offices des poursuites.

1.1.1.2.2 I^e Cour d'appel civil

La situation de la le Cour d'appel civil en 2024 est comparable à celle qui prévalait en 2023. Ce constat n'est toutefois pas réjouissant dès lors qu'il avait déjà été relevé à plusieurs reprises dans les précédents rapports que la charge de travail est lourde, que les dossiers se complexifient, en particulier en droit de la famille, et que les délais de liquidation restent trop longs dans passablement de cas. Ce constat perdure et la situation n'a pas pu être améliorée en 2024, malgré un engagement important des juges ainsi que des greffières et des greffiers travaillant pour la Cour.

1.1.1.2.3 II^e Cour d'appel civil

La charge de travail de la II^e Cour d'appel civil est restée stable en 2024. Les affaires enregistrées dans ses différents domaines de compétence sont au nombre de 245, soit un niveau légèrement inférieur à l'année précédente. Le nombre de procédures qui a pu être liquidé s'établit à 238, soit à peu de choses près au nombre des affaires enregistrées. Enfin, pour 45 affaires en suspens en fin d'année, 31 l'étaient depuis moins de trois mois et seules 2 procédures datent de plus de 18 mois. Elles ont en outre été suspendues à la requête des parties.

La Cour traite également les requêtes d'entraide judiciaire provenant de l'étranger, qui ont été au nombre de 215 en 2024.

1.1.1.2.4 Chambre des poursuites et faillites

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des Offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

1.1.1.2.5 Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

Le nombre de nouveaux dossiers enregistrés au cours de l'année écoulée est resté élevé, bien qu'il ait légèrement diminué par rapport à 2023.

Si l'on considère uniquement les chiffres bruts figurant dans les statistiques, la charge de la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte pourrait sembler relativement basse, surtout en comparaison avec d'autres cours du Tribunal cantonal. Toutefois, paradoxalement, la Cour sollicite beaucoup les juges qui la composent, car les affaires dont elle a à connaître sont de plus en plus souvent complexes et hautement conflictuelles, respectivement urgentes (placements d'enfants, placements à des fins d'assistance, etc.). Ces situations exigent un traitement prioritaire ou, à tout le moins, dans des délais adaptés aux besoins des enfants et des adultes concernés.

Les statistiques ne reflètent pas non plus une autre réalité : les juges de la Cour sont également membres de la I^e Cour d'appel civil, de la Chambre pénale et de la II^e Cour administrative, des cours dont la charge est particulièrement et notoirement élevée.

Pour permettre aux juges de la Cour de consacrer le temps nécessaire aux affaires qui leur sont soumises, sans pour autant retarder le traitement des recours qui leur sont attribués dans d'autres matières, un renforcement des ressources décisionnelles et rédactionnelles est indispensable.

1.1.1.2.6 Cour d'appel pénal

La charge très soutenue déjà constatée ces années dernières a perduré en 2024. Malgré le fait que la Cour siège systématiquement avec deux juges titulaires et un juge suppléant, le nombre de dossiers ouverts au 31 décembre 2024 (133) confirme la tendance générale à la hausse constatée depuis un certain nombre d'années. De plus, indépendamment de leur nombre, les causes à juger se complexifient, avec souvent des dossiers toujours plus volumineux, des réquisitions de preuves nouvelles à traiter et d'autres décisions incidentes à rendre (assistance judiciaire, refus d'entrer en matière partiels, etc...).

La crainte, déjà exprimée dans le rapport 2023, de ne pas pouvoir statuer dans le délai de 12 mois, exigence introduite par la modification du CPP entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024, s'est concrétisée. En effet, en 2024, 36 dossiers ont été liquidés dans un délai dépassant les 12 mois.

Déjà soulevée dans le rapport 2022 et rappelée dans le rapport 2023, l'augmentation de la dotation de la Cour (1 juge supplémentaire à intégrer dans le tournus des juges rapporteur-e-s, assisté-e de son/sa greffier-ère) est nécessaire afin de mieux répartir les dossiers, la préparation des séances et les charges inhérentes à la direction de la procédure. Des démarches en ce sens ont été entreprises par le Tribunal cantonal en 2024, sans succès toutefois.

1.1.1.2.7 Chambre pénale

Le nombre d'affaires enregistrées en 2024 a une nouvelle fois augmenté pour atteindre 323, soit une augmentation d'environ 8% (302 en 2023 et 323 en 2024). Il n'est pas sans importance de se remémorer qu'en 2021 ce nombre était de 266. Cette augmentation constante des affaires entrantes a eu pour conséquence que, malgré l'engagement sans

faillie des membres de la Chambre pénale - qui ont liquidé dans l'année sous rapport plus de dossiers qu'en 2023 (270 en 2023 et 318 en 2024) -, le nombre de dossiers ouverts s'est néanmoins légèrement alourdi (88 en 2023 et 93 en 2024). Cette situation ne saurait à l'évidence perdurer, ce d'autant que les solutions recherchées à l'interne sont demeurées limitées si on ne veut pas affaiblir également d'autres Cours. Au demeurant, l'appel aux juges suppléant-e-s a lui aussi des limites que certaines causes, entre autres urgentes, ne peuvent dépasser. Il est désormais indispensable qu'une augmentation de la dotation de la Chambre pénale (un-e juge supplémentaire assisté-e d'un-e greffier-ère supplémentaire) soit envisagée à court terme. Ce constat est renforcé non seulement par l'engagement des membres de la Chambre pénale dans deux autres Cours (I^e Cour d'appel civil et Cour de protection de l'enfant et de l'adulte), qui font, elles aussi, face à une surcharge, mais aussi par l'exigence du nouvel art. 397 al. 5 CPP, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2024, aux termes duquel l'autorité de recours doit statuer dans les 6 mois.

1.1.1.2.8 I^e Cour administrative

L'activité de la I^e Cour administrative pour l'année 2024 n'amène pas de remarque particulière.

1.1.1.2.9 II^e Cour administrative

Suite à la révision de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, qui s'est concrétisée par l'adoption du nouveau Plan directeur cantonal le 2 octobre 2018, les règles cantonales d'aménagement du territoire et, plus généralement, du droit public de la construction ont connu des changements fondamentaux qui rompent avec les habitudes antérieures. Jusqu'à l'assimilation des nouvelles règles, cette situation continue d'entraîner une multiplication des contestations de la part des administré-e-s et des collectivités locales. En particulier, les litiges en lien avec la densification du territoire et l'étendue de la zone à bâtir occupent la Cour. La charge de travail de la II^e Cour administrative reste très importante. Les nouvelles entrées en 2024 ont à nouveau dépassé le chiffre de 200 affaires (202). Entre 2017 et 2020, le nombre d'affaires annuel oscillait entre 157 et 164 pour ensuite augmenter considérablement et même atteindre 264 affaires en 2022. La Cour est en train de traiter cette hausse continue et inquiétante, aidée par des mesures internes ayant conduit à l'augmentation de ses forces de travail. Grâce à celles-ci, la Cour a réussi à liquider 221 affaires, diminuant ainsi le nombre de dossiers pendants au 31 décembre 2024 à 124, contre 143 en début d'année.

1.1.1.2.10 III^e Cour administrative

L'activité de la III^e Cour administrative pour l'année 2024 n'amène pas de remarque particulière.

1.1.1.2.11 Cour fiscale

L'activité de la Cour fiscale pour l'année 2024 n'amène pas de remarque particulière.

1.1.1.2.12 I^e et II^e Cour des assurances sociales

Dans le sillage des deux dernières années, on continue à observer en 2024 une tendance, à un rythme qui se maintient, à la baisse des entrées des nouveaux dossiers (380 ; contre 405 en 2023 et 420 en 2022), celle-ci possiblement induite par les effets, à moyen terme, de l'établissement d'une jurisprudence cantonale de qualité à laquelle assureurs et assurés peuvent se fier.

Mais ce phénomène de baisse n'a malheureusement pas eu pour incidence de permettre une diminution du stock des dossiers, au contraire en légère augmentation cette année (de 149 à 162 pour la I^e Cour et de 111 à 122 pour la II^e Cour).

Ces chiffres s'expliquent, cette année encore, par la conjonction de deux facteurs.

D'une part, les deux Cours continuent à mettre une partie toujours plus importante de leurs forces rédactionnelles au service d'autres Cours. La I^e Cour a poursuivi avec plus d'intensité sa collaboration avec la Cour d'appel pénal, tandis que la II^e Cour œuvre toujours au soulagement, non seulement des Cours administratives générales mais aussi, depuis cette année, de la Cour fiscale ainsi que de la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte. A côté de cela, le Président de la I^e Cour – Président du Tribunal cantonal en 2024 - et l'une des greffières-rapporteuses, également impliquée dans la gestion des dossiers pénaux, se sont particulièrement investis dans l'organisation d'une Journée Portes ouvertes qui a eu lieu à la fin du mois de septembre. Quant à la II^e Cour, elle a été touchée par l'incapacité de travail totale d'une durée de trois mois de l'un de ses greffiers-rapporteurs, victime d'un accident.

Les affaires complexes à juger, statistiquement non mesurables, continuent, d'autre part, à influencer la mesure de la charge de travail, toujours consacré à l'examen de griefs techniques et longuement détaillés, indépendamment de la valeur des enjeux, attisant en fin de compte l'inflation des écritures comme des jugements à rendre.

Quoi qu'il en soit, le Président (605) et la Présidente (608) des deux Cours sont une nouvelle fois heureux de constater la belle implication de tout le personnel astreint à la liquidation d'un contentieux hautement spécialisé. Ils remercient, pour leur contribution également à l'excellente ambiance, les greffiers-ières et les greffiers-ières-rapporteur-e-s, ainsi que leurs collègues juges (ordinaires ou suppléant-e-s) et, bien sûr, l'équipe enjouée et toujours fiable du greffe.

1.1.1.3 Personnel

1.1.1.3.1 Juges

Juges professionnels/les - équivalents plein temps EPT au 31.12.

Nom/Prénom	Fonction	2022	2023	2024
Beti Dina	Juge	1	1	1
Boivin Marc	Juge	0.5	0.7	0.7
Colella Stéphanie	Juge	--	1	1
Delabays Jérôme	Juge	1	1	1
Ducret Markus	Juge	1	1	1
Favre Michel	Juge	1	1	1
Frölicher Johannes	Juge	1	1	1
Gross Dominique	Juge	0.5	0.6	0.6
Kiener Daniela	Juge	0.5	0.5	0.5
Overney Catherine	Juge	1	1	1
Peyraud Anne-Sophie	Juge	1	1	1
Schneuwly Laurent	Juge	1	1	1
Sugnaux Marc	Juge	1	1	1
Thalmann Vanessa	Juge	--	0.7	0.7
Thalmann El Bachary Cornelia	Juge	--	0.5	0.5
Wohlhauser Sandra	Juge	1	1	1
Total EPT au 31.12.		14	14	14

Le 12 juin 2024, l'Assemblée fédérale a élu Mme Sandra Wohlhauser, juge au Tribunal cantonal, dont elle a assumé en 2024 la vice-présidence, au poste de juge ordinaire au Tribunal fédéral. L'élection de Sandra Wohlhauser, à 48 ans, couronne une déjà riche carrière au service de la justice en général, et du Pouvoir judiciaire fribourgeois en particulier. Parfaitement bilingue français-allemand, Mme Wohlhauser a obtenu une licence en droit de l'Université de Fribourg en 2000, puis son brevet d'avocate quatre ans plus tard. Après avoir brièvement œuvré comme greffière ad hoc auprès du Tribunal pénal économique et du Tribunal pénal de la Sarine, elle devient en 2004 greffière adjointe auprès du Tribunal cantonal (TC). Dans cette fonction, elle a assumé en parallèle la charge de cheffe du projet "Harmonisation Tribuna" (logiciel de publication des arrêts du TC). Dès 2008, elle a poursuivi sa carrière comme avocate auprès d'une étude de la place, avant de revenir au Tribunal cantonal en 2016 à la faveur de son élection comme juge cantonale par le Grand Conseil. Présidente de la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte, vice-présidente de la Chambre pénale ainsi que de la 1^{re} Cour d'appel civil, Sandra Wohlhauser a manifesté en parallèle un intérêt marqué et un engagement sans faille pour la digitalisation du Pouvoir judiciaire. Membre dès 2016 de la Commission informatique de l'Etat en tant que présidente de la Commission informatique des autorités judiciaires, elle a présidé ainsi de 2018 à 2021 le Comité de pilotage du Programme e-Justice. Sensible à la transmission du savoir, elle a officié en outre depuis 2020 comme chargée de cours à l'Université de Fribourg dans le cadre du CAS Justice des mineurs, et a été depuis 2024 co-auteurice du code de procédure civile annoté online. Son souci particulier du justiciable, pertinemment relevé par la Commission judiciaire de l'Assemblée fédérale, Mme Wohlhauser l'a sans doute aussi forgé dans son engagement bénévole varié, notamment dans le domaine de la musique.

Pour remplacer Sandra Wohlhauser qui est entrée en fonction au Tribunal fédéral le 1^{er} janvier 2025, le Grand Conseil a élu Alessia Chocomeli, actuellement procureure générale adjointe, qui débutera son activité de juge cantonale au 1^{er} mai 2025.

Pour pallier la vacance du poste de Sandra Wohlhauser, le Conseil de la magistrature a nommé dès le 16 décembre 2024 Catherine Faller, greffière-rapporteuse et juge suppléante, en tant que juge cantonale ad hoc. Ce remplacement équivaut à 80 % dès lors que le 20 % restant est réparti entre Cornelia Thalmann El Bachary et Vanessa Thalmann, chacune augmentant son taux d'activité de 10%. Cornelia Thalmann El Bachary le consacra à la 1^{re} Cour d'appel civil (avec dossiers en allemand) et Vanessa Thalmann à la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte (présidence ad interim). Catherine Faller officie auprès de la Chambre pénale mais également auprès de la 1^{re} Cour d'appel civil et de la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte. En outre, durant la période de vacance de poste, Felix Baumann, juge suppléant, s'est mis à disposition du Tribunal cantonal pour traiter plus de dossiers en allemand de la Chambre pénale et de la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte. Un remplacement interne de la fonction de greffière-rapporteuse de Catherine Faller a également été finalisé avec la prolongation de la durée de contrat déterminée d'une greffière, à savoir Mme Elsa Corminboeuf.

S'agissant des activités accessoires des juges, Dina Beti est membre de la Commission des examens du barreau et membre suppléante de la Commission du notariat. Elle est en outre la mandante des projets Portail, Dématérialisation et Gestion d'affaires au sein du Programme e-Justice. En fin d'année 2023, elle a en outre accepté de se charger temporairement du rôle de cheffe de projet pour ce dernier projet, dont le but est le choix et la mise en œuvre de solutions de pilotage digital des affaires judiciaires, et le remplacement de la solution de gestion d'affaires utilisée actuellement. Marc Boivin est membre suppléant de la Commission du barreau. Il est en outre chargé de cours de droit auprès de la HEG Fribourg, pour la formation de postgrade CAS (public management). Il est également actif dans le milieu de la culture et notamment de l'humour. Jérôme Delabays est membre suppléant de l'Autorité de surveillance du Registre foncier. Il préside le Comité de pilotage pour la mise en place du projet de consensus parental dans le canton de Fribourg. Michel Favre est membre de la Commission du barreau. Johannes Frölicher a été réélu pour une seconde période de 5 ans au Conseil de la magistrature qu'il préside. Il préside également la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale. Il a démissionné du Comité de direction du service éducatif itinérant (SEI) et du Centre de thérapie et traitement spécialisés (CTTS) de la fondation "les Buissonnets" au 1^{er} juillet 2024. Il est - avec le Directeur de la sécurité, de la justice et du sport - co-mandant du programme e-Justice. Dominique Gross est membre suppléante de la Commission des examens du barreau. Daniela Kiener fonctionne comme Juge pour les affaires en allemand de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale. Elle officie également en qualité de Présidente-suppléante de l'Organe de conciliation et d'arbitrage en matière de conflits collectifs de travail impliquant le personnel de l'Etat (OCA). Elle préside la Commission de recours de l'Université de Fribourg. Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral cantonal en matière d'assurance-maladie et accidents ainsi que membre de la Commission de recours du GYB. Elle est Présidente de l'Association St-Camille, à Marly, ainsi que de son Fonds de prévoyance. Depuis l'été 2023, elle est mandante exécutive et Présidente du Comité de pilotage et du Bureau du programme e-Justice. Laurent Schneuwly préside la Commission cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation (CTPrDM). Il est Président remplaçant du Tribunal militaire de cassation. Marc Sugnaux est membre de la Commission des examens du barreau et membre suppléant de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs. Il préside le Comité des associations Le Bosquet, à Givisiez. Il est membre des comités de direction de la Fondation pour la formation continue des juges suisses et de l'Académie suisse de la magistrature. Il est en outre président de l'Organe de conciliation et d'arbitrage en matière de conflits collectifs de travail impliquant le personnel de l'Etat (OCA). Depuis l'été 2024, Cornelia Thalmann El Bachary est membre du Comité de direction du Schulheim de la fondation "les Buissonnets". Sandra Wohlhauser est membre de la Commission du barreau et de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye. En outre, elle préside la Commission informatique des autorités judiciaires et est membre de la Commission informatique de l'Etat de Fribourg ainsi que du Comité de pilotage du programme cantonal ELAN. Elle est enfin membre du Comité de l'association Point Rencontre Fribourg et intervient comme lectrice pour le CPC annoté online.

Juges suppléant/e/s au 31.12.2024

Annick Achtari, François-Xavier Audergon, Felix Baumann, Olivier Bleicker, Mathias Boschung, Sonia Bulliard Grosset, Jenny Castella, Francine Defferrard, Catherine Faller, Susanne Fankhauser, Debora Friedli-Bruggmann, Caroline Gauch, Tarkan Göksu, Catherine Hayoz, Michel Heinzmann, Marianne Jungo, Jean-Benoît Meuwly, Séverine Monferini Nuoffer, Jean-Luc Mooser, Bruno Pasquier, Christian Pfammatter, Armin Sahli, Jean-Marc Sallin, Sandrine Schaller, Daniel Schneuwly, Kurt Schwab, Philippe Tena, Catherine Yesil- Huguenot, Marc Zürcher

Il n'y a pas eu de changement concernant les juges suppléants en 2024.

1.1.1.3.2 Greffe et secrétariat

Équivalents plein temps EPT au 31.12.	2022	2023	2024
Total EPT Greffiers/ères (postes permanents)	20.45	21.25	21.75
Total EPT Stagiaires juristes	5	5	5
Total EPT Collaborateurs/trices administratifs (postes permanents)	13.6	13.6	13.6
Total EPT Apprenti/es collaborateur/trices administratifs	2	2	2
Total	41.05	41.85	42.35

La situation du greffe a évolué depuis 2023, le Tribunal cantonal ayant obtenu un 0.5 EPT de greffier-ère dans le cadre du budget 2024. En séance plénière de novembre 2023, un consensus a été trouvé pour attribuer ce 50% à la II^e Cour administrative (attribution liée à l'augmentation de la charge de travail de ladite cour), ce en relation également avec des réaménagements internes liés à de nouveaux engagements. Cette réorganisation a eu pour effet de doter la Cour d'appel pénal de 20% de greffier supplémentaire, pourcentage qui a été transféré des I^e et II^e Cours des assurances sociales (perte de 10% chacune, avec l'accord des présidences de cour concernées).

Sans compter les juges cantonaux (14 EPT) et les engagements de durée déterminée, l'effectif du greffe du Tribunal cantonal est constitué en 2024 de 36.35 postes (35.85 en 2023), à savoir 1 EPT de secrétaire général, 21.75 EPT de greffiers-ères (+ 0.5 EPT), 1 EPT d'adjointe administrative, 11.5 EPT de secrétaires, 0.1 EPT de bibliothécaire et 1 EPT d'huissier. Les juges cantonaux et l'effectif du greffe du Tribunal cantonal représentent 50.35 EPT au total (49,85 en 2023).

A ce jour, 75 personnes travaillent au Tribunal cantonal :

16	juges cantonaux
1	secrétaire général
30	greffiers-ères (y compris 2x 50% de greffier "e-Justice")
21	collaborateurs/trices au sein du personnel administratif (1 adjointe administrative, 16 secrétaires - y compris comptables et bibliothécaire -, 1 huissier, 1 archiviste judiciaire travaillant à 10% [engagé par le Service de la justice])
5	greffiers-ères-stagiaires (en principe 10 sur l'année)
2	apprenties employés de commerce

75 (total) (en 2023, le nombre de collaborateurs/trices était de 72; l'augmentation est due à l'octroi d'un 50% de greffier-ère et à des réaménagements de postes).

Départs-arrivées

Greffiers-ères

Le 50% de greffier-ère supplémentaire obtenu par le Tribunal cantonal a permis l'engagement d'Angélique Marro à 100% dès le 1er janvier 2024. Celle-ci a également repris une partie du poste laissé vacant par Sophie Rolle qui a quitté le Tribunal cantonal en novembre 2023. Pascal Tabara a aussi augmenté son taux d'activité et travaille désormais à 100% (50% CDI, 50% CDD, poste de greffier "e-Justice"). Pour remplacer Vanessa Thalmann, élue Juge cantonale, le Tribunal cantonal a engagé Maude Roy Gigon, greffière-rapporteuse. Pour suppléer plusieurs vacances de postes (congés maternité, maladies, remplacements), le Tribunal cantonal a procédé par ailleurs à de nombreux engagements sur CDD en 2024 à des taux variables (Tony Kiener, Tania Chenaux, Nadine Durot, Elsa Corminboeuf, Amélie Kolly). Enfin, les deux postes de greffier-ère "e-Justice" à 50% (CDD) sont toujours occupés par Magalie Bapst (dès le 1er janvier 2023) et par Pascal Tabara (dès le 1er mai 2023).

Personnel administratif

A la suite de la démission de Nicole Kolly et de la retraite de Barbara Carrard, le Tribunal cantonal a engagé Céline Hermann, Nathalie Marchon et Arnaud Pillonel (bibliothèque). Lisa Andrey, ancienne apprentie du Tribunal, occupe actuellement un 40% sur CDD et poursuit en parallèle sa formation.

Suivi du personnel

Le personnel du greffe est évalué chaque année conformément à la législation sur le personnel.

1.1.1.4 Autres activités

Le Président, d'autres Juges cantonaux et le Secrétaire général ont participé aux manifestations auxquelles le Tribunal cantonal a été invité.

Le Président a participé à la quatorzième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Lausanne.

Des Juges ont participé à la rencontre des Juges administratifs de Suisse à Bienne et à la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats (ASM) à Lucerne. Le Tribunal cantonal était aussi représenté à la Journée des présidentes et présidents des tribunaux suisses des assurances sociales 2024 à Coire.

Les juges de la Cour d'appel pénal ont participé à la rencontre INTERCAP à Neuchâtel.

Le Président et une représentation des greffiers-ères ont assisté à l'assemblée générale de la SSDP à Baden.

Le 18 janvier 2024, Sandra Wohlhauser a représenté le Tribunal cantonal aux 30 ans du Point Rencontre Fribourg, à Fribourg. Le 2 mai 2024, elle a pris part à la 17ème rencontre "Dialogue santé-justice", à Granges-Paccot.

Le 14 novembre 2024, Jérôme Delabays a pris part à la rencontre "Dialogue Santé-Justice", à Villars-sur-Glâne.

Formations suivies par les juges

Les différentes formations suivies par les Juges au cours de l'année 2024 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

Activités scientifiques des juges/greffier-ère-s

Jérôme Delabays donne des cours aux avocat-e-s-stagiaires portant sur la procédure civile. Il a participé à la journée Pespertiva organisée par l'Université de Fribourg. Il poursuit sa collaboration au Code de procédure civile annoté online.

Michel Favre est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale et donne des cours dans le cadre de la formation mise sur pied par l'OAF pour les avocat-e-s-stagiaires. Il a participé en tant qu'intervenant à la Biennale suisse du droit administratif ainsi qu'à la Journée de formation de l'ordre des avocats fribourgeois.

Dominique Gross est responsable de la mise à jour régulière en ligne du "Basler Kommentar, ZGB II", droit de superficie, art. 779-779I CC, 2023.

Laurent Schneuwly donne des cours dans le cadre de la formation mise sur pied par l'OAF pour les avocat-e-s-stagiaires (procédure civile de première instance).

Marc Sugnaux participe à la formation des avocat-e-s-stagiaires, sur le thème de la préparation à l'examen de droit administratif et de procédure administrative. Les 26 et 27 janvier 2024, il a également co-animé, sous l'angle du droit administratif, le séminaire annuel de formation des avocat-e-s-stagiaires qui s'est tenu à Morat. Dans le cadre du Certificat d'études approfondies (CAS) en magistrature mis en place par l'Académie suisse de la magistrature, il a assumé la responsabilité du module 5 "Justice et publicité". Dans ce contexte, il a également donné un cours sur les contacts entre les tribunaux et les médias. Il a co-présenté la jurisprudence récente en matière de droit fiscal à l'occasion d'une soirée d'information destinée aux sociétés fiduciaires fribourgeoises.

Le 5 septembre 2024, Sandra Wohlhauser est intervenue comme conférencière lors des Journées de formation de la COPMA, à Fribourg.

Catherine Faller donne des cours aux avocat-e-s-stagiaires portant sur le recours et la révision en matière pénale. Elle est chargée de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale. Elle donne des cours avec Marc Sugnaux et Marc Boivin aux aspirant-e-s de police à Fribourg, au Centre interrégional de formation de police sur le thème des droits de l'homme.

1. Einleitung

An den Justizrat


Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Mitglieder des Justizrates

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Art. 101 Abs. 2 JG unseren Bericht für das Jahr 2024 vorzulegen, und bestätigen, dass die darin präsentierten statistischen Daten korrekt sind.

Mit freundlicher Hochachtung

Freiburg, 21 Februar 2025


Marc Boivin, Präsident


Frédéric Öberson, Generalsekretär

1.1 Tätigkeitsbericht 2024 des Kantonsgerichts

1.1.1 Allgemeiner Teil

1.1.1.1 Allgemeine Bemerkungen

Das Kantonsgericht fällte im Jahr 2024 2708 Urteile, was gegenüber 2023 (2776 Urteile) einer leichten Abnahme entspricht. Diese Abnahme täuscht indessen über die effektive Arbeitslast des Kantonsgerichts hinweg, weil die Verfahren komplexer geworden sind, die Dossiers dementsprechend umfangreicher und die Behandlungsdauer länger. Im Berichtsjahr nahm die Zahl der Neueingänge zu (2023: 2750; 2024: 2796), und die Zahl der Pendenzen am 31. Dezember 2024 betrug 1058.

In Anbetracht dieser Lage beantragte das Kantonsgericht bereits im Rahmen des Budgets 2024 zusätzliche Ressourcen (1 Einheit bestehend aus einer Richter-, einer Gerichtsschreiber- und einer Sekretärsfunktion), jedoch ohne Erfolg. Diese Verstärkung sollte dazu dienen, die Auswirkungen der neuen strafprozessualen Bestimmungen auf die Strafkammer und den Strafappellationshof abzufedern, die bereits stark ausgelastet waren (Pendenzen Ende 2023: 200; Ende 2024: 226).

Zur Bewältigung dieser Arbeitslast führte das Kantonsgericht bereits seit einiger Zeit eine interne Politik der «kommunizierenden Gefässe» ein, die auf der gegenseitigen Unterstützung der verschiedenen Abteilungen basiert. Dadurch konnte die Lage der strafrechtlichen Abteilungen im Jahr 2024 – zumindest statistisch – mehr oder weniger im Griff behalten werden. Diese Lösung ist jedoch nicht auf Dauer angelegt.

Der I. Zivilappellationshof verzeichnete nach wie vor eine besorgniserregende Arbeitslast (Ende 2024 149 Pendenzen). Seit mehreren Jahren ist er mit einem fortlaufenden Eingang neuer Fälle stark beansprucht und ein Teil seines Personals wirkt ebenfalls in der Strafkammer mit. Auch der I. Sozialversicherungsgerichtshof verzeichnete weniger Erledigungen, was zur Zunahme seiner Pendenzen beitrug (Ende 2024 162 Pendenzen [+ 13]). Sein Präsident und eine Gerichtsschreiberin sind nun verstärkt im Strafappellationshof tätig. Beide Sozialversicherungsgerichtshöfe verzeichneten mehr Neueingänge, was ihre Pendenzen zum Jahresende erhöhte (162 gegenüber 149 und 122 gegenüber 111). Auch der Steuergerichtshof ist mit einer Zunahme der Pendenzen konfrontiert (Ende 2024 84 Pendenzen [+ 29]). Sein Personal wird regelmässig anderen Abteilungen zur Verfügung gestellt. Der II. Verwaltungsgerichtshof konnte seine Pendenzen zwar reduzieren (- 19), seine Arbeitslast bleibt mit über 200 Neueingängen (202) aber hoch. Zwischen 2017 und 2020 bewegte sich die Zahl seiner Neueingänge noch zwischen 157 und 164.

Das Kantonsgericht zog im Einklang mit seinen Zielsetzungen erneut Ersatzrichterinnen und -richter bei, um die Arbeitslast auszulagern und den Anstieg der Pendenzen zu begrenzen. Trotzdem war Ende 2024, alle Abteilungen zusammengerechnet, ein Anstieg der Pendenzen von rund 10 % festzustellen (Ende 2024 1058 Pendenzen gegenüber 970 Ende 2023).

Wie der Justizrat feststellen konnte, ist dieser Anstieg rein zahlenmässig zwar noch nicht alarmierend, er bleibt aber kritisch, wenn man die Komplexität der Fälle und die Überlegungszeit berücksichtigt, die einem zweitinstanzlichen, Rechtsprechung erzeugenden Streitverfahren eigen sind.

Das Kantonsgericht wird seinen Antrag auf zusätzliche Ressourcen deshalb kurz- und mittelfristig erneuern, um seine Strafkammer und seinen Strafappellationshof zu stärken und so eine Anstauung unerledigter Fälle zu vermeiden. Eine solche Anstauung könnte nicht nur die Judikative beeinträchtigen, sondern auch das reibungslose Funktionieren der Ämter der Kantonsverwaltung, wenn die verwaltungsrechtlichen Abteilungen des Kantonsgerichts, die derzeit solidarisch betroffen sind, ihrerseits nicht mehr in der Lage wären, ihre Urteile innert vernünftiger Frist zu fällen.

Organisation und Arbeitsweise

Gesamtgericht und Verwaltungskommission

2024 tagte das Gesamtgericht 5- und die Verwaltungskommission 14-mal. Das Kantonsgericht führte die vom Justizrat delegierten Inspektionen und die Inspektionen der Betreibungsämter und des Konkursamtes durch und fasste mehrere Beschlüsse auf dem Zirkulationsweg, insbesondere im Rahmen von legislativen Vernehmlassungen und der Anstellung von Personal.

Leitplan

Das Kantonsgericht hat die Umsetzung seines Leitplans für die Periode 2022–2026 weitergeführt. Der Leitplan legt die künftigen Ausrichtungen des Gerichts fest, um die Erfüllung seiner Aufgaben unter Wahrung seiner grundlegenden Werte zu gewährleisten. Er bildet somit den Konvergenzpunkt zwischen dem Auftrag, den Werten und der Vision des Kantonsgerichts.

Zur Erinnerung: Der Leitplan 2022–2026 umfasst die drei Schwerpunkte Arbeitsorganisation, Kommunikation und elektronisches Dossier. Auf dieser Grundlage wurden drei konkrete Projekte formuliert: «Erstellung eines Qualitätsleitfadens», «Modalitäten der internen Kommunikation» und «Information der Medien und der Öffentlichkeit». Ausserdem werden bereits laufende Projekte wie «Organisation und Anforderungen hinsichtlich des Verwaltungspersonals» und «Vorbereitung des Kantonsgerichts auf das elektronische Dossier» unter der Gesamtbezeichnung «Anpassung der Organisation des Kantonsgerichts an die Digitalisierung der Justiz» weitergeführt.

Tag der offenen Tür

Im Jahr 2024 legte das Kantonsgericht den Akzent auf die Information der Medien und der Öffentlichkeit. Neben verschiedenen Kommunikationsmassnahmen wie Medienkonferenzen, Medienmitteilungen, Interviews und einer Radiosendung wurde am Samstag, den 28. September 2024, ein Tag der offenen Tür organisiert. Diese Veranstaltung ermöglichte der Öffentlichkeit, die Funktionsweise der kantonalen Justiz näher kennenzulernen und ihr Wissen über das historische Gebäude des ehemaligen Augustinerklosters zu vertiefen. Auf dem Programm stand die Simulation eines fiktiven Strafprozesses, in dem sich die Künstler Daniel Rausis und Nicolas Haut gegenüberstanden (beide aus der Radiosendung «Les Dicodeurs» von RTS bekannt). Darin wurde die Frage der Meinungsfreiheit und ihrer Grenzen in einem humoristischen Rahmen thematisiert. Ausserdem fand ein Podiumsgespräch über die Darstellung der Justiz in der Literatur und im Kino statt, das vom Präsidenten des Kantonsgerichts moderiert wurde. Daran nahmen Elena Hazanov, Regisseurin, Nicolas Feuz, Staatsanwalt und Romanautor, und Thierry Jobin, künstlerischer Leiter des Internationalen Filmfestivals Freiburg, teil. Den ganzen Tag über wurden in Zusammenarbeit mit dem Amt für Kulturgüter Führungen durch das Gebäude angeboten, bei denen die Geschichte dieser historischen Stätte vermittelt wurde, die einst ein Kloster, später ein Gefängnis und schliesslich das Kantonsarchiv war. Zudem wurden eine Ausstellung von Archivbeständen sowie Workshops zur Digitalisierung der Justiz präsentiert. Eine grosse Anzahl von Richterinnen und Richtern und Gerichtsmitarbeitenden war anwesend, um die Fragen der Öffentlichkeit zu beantworten und ihr Einblick in die Arbeit des Kantonsgerichts zu geben.

Diese Veranstaltung zog an einem einzigen Tag rund tausend Besucherinnen und Besucher an und war ein grosser Erfolg, wie auch die Medien in ihrer Berichterstattung ausführlich hervorhoben.

Qualitätsdokumentation

Das Kantonsgericht hat sein Projekt «Qualitätsleitfaden» abgeschlossen. Eine Arbeitsgruppe aus Richterinnen und Richtern, Gerichtsschreibenden und Verwaltungssachbearbeitenden überarbeitete die bestehenden Dokumente und führte sie in einer «Qualitätsdokumentation» harmonisiert zusammen. Die endgültige Version wurde dem Gesamtgericht im November vorgestellt. Die Dokumentation wird derzeit in das Intranet des Kantonsgerichts integriert und wird künftig regelmässig aktualisiert werden.

Digitalisierung

Im digitalen Bereich engagiert sich das Kantonsgericht weiterhin im Projekt zur Digitalisierung der Justiz, das durch das kantonale Programm e-Justice und das bundesweite Programm Justitia 4.0 unterstützt wird. Das Kantonsgericht ist neben weiteren Justizbehörden an vorderster Front an der Umsetzung dieser Programme beteiligt. Es nutzt die zentrale Drucklösung Exped und beteiligt sich als Pilotbehörde an der Digitalisierung der Gerichtsakten und an der digitalen Akteneinsicht über die Anwendung Nomadoc. Zudem verwendet es die Lösung Proofbox, die die Übermittlung und Einsichtnahme digitaler Beweismittel erleichtert und gleichzeitig die Datensicherheit gewährleistet.

Darüber hinaus setzt die Informatikkommission der Gerichtsbehörden (IKGB) ihre Arbeiten mithilfe des Informatikbüros der Gerichtsbehörden (IBGB) in Zusammenarbeit mit dem Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) fort. Es sei daran erinnert, dass die Kantonsrichterinnen und -richter zunehmend mit zusätzlichen Aufgaben betraut werden, insbesondere im Zusammenhang mit der Digitalisierung der Justiz – ein Engagement, das allen Gerichtsbehörden zugutekommen wird, wie der Justizrat bei den letzten Inspektionen betonte.

1.1.1.1.1 Arbeitsvolumen

Bei der Inspektion 2024 konnte der Justizrat die interne Organisation des Kantonsgerichts und die Art und Verteilung der Dossiers analysieren, insbesondere in Bezug auf die Arbeitslast. Er stellte fest, dass diese weiterhin sehr hoch ist, weil sowohl das Volumen als auch die Komplexität der Dossiers weiter zunehmen. Auch nahm er zur Kenntnis, dass das Kantonsgericht seinen Antrag auf eine zusätzliche Einheit im Jahr 2025 erneuern wird, da die internen Massnahmen nun ihre Grenzen erreicht haben – so insbesondere der Einsatz von Ersatzrichterinnen und -richtern und die Solidarität zwischen den Abteilungen (System der «kommunizierenden Gefässe»).

1.1.1.2 Gerichtstätigkeit

1.1.1.2.1 Allgemeines

1.1.1.2.1.1 Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die verschiedenen Abteilungen

Kantonsgericht	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
a) am 01.01. hängige Angelegenheiten	1251	*1296	**1272	1052	1000	996	970
b) eingetragene Angelegenheiten	3308	3249	2904	3043	2833	2750	2796
c) erledigte Angelegenheiten	3264	3270	3124	3095	2837	2776	2708
d) am 31.12. hängige Angelegenheiten	*1295	**1275	1052	1000	996	970	1058

* Die Differenz erklärt sich dadurch, dass eine Angelegenheit von 2019 nach dem Druck der Statistik eingetragen wurde.

** Die Differenz erklärt sich durch die elektronische Erledigung von drei internationalen Rechtshilfeersuchen nach Erstellung der Statistik.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten	2022	2023	2024
Französisch	2413	2346	2321
Deutsch	403	407	373

Die 14 legislativen Vernehmlassungen, in denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat, sind hier nicht mitenthalten.

Zivilrechtliche Abteilungen	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
a) am 01.01. hängige Angelegenheiten	177	224	*215	206	222	231	204
b) eingetragene Angelegenheiten	1261	1279	1222	1350	1213	1191	1161
c) erledigte Angelegenheiten	1214	1285	1231	1334	1204	1218	1145
d) am 31.12. hängige Angelegenheiten	224	*218	206	222	231	204	220

* Die Differenz erklärt sich durch die elektronische Erledigung von drei internationalen Rechtshilfeersuchen nach Erstellung der Statistik.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten	2022	2023	2024
Französisch	1090	1112	1046
Deutsch	114	106	99

Strafrechtliche Abteilungen	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
a) am 01.01. hängige Angelegenheiten	179	*182	148	130	171	184	200
b) eingetragene Angelegenheiten	528	534	446	465	501	487	513
c) erledigte Angelegenheiten	526	568	464	424	488	471	487
d) am 31.12. hängige Angelegenheiten	*181	148	130	171	184	200	226

* Die Differenz erklärt sich dadurch, dass eine Angelegenheit von 2019 nach dem Druck der Statistik eingetragen wurde.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten	2022	2023	2024
Französisch	421	395	430
Deutsch	67	76	57

Verwaltungsrechtliche Abteilungen	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
a) am 01.01. hängige Angelegenheiten	890	888	906	715	606	578	565
b) eingetragene Angelegenheiten	1499	1417	1217	1204	1096	1051	1104
c) erledigte Angelegenheiten	1501	1399	1408	1313	1124	1064	1062
d) am 31.12. hängige Angelegenheiten	888	906	715	606	578	565	607

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten	2022	2023	2024
Französisch	902	839	845
Deutsch	222	225	217

1.1.1.2.1.2 Dauer der Verfahren

Die Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Abteilungen bzw. Kammern.

	1–30 Tge	1–3 Mte	3–6 Mte	6–12 Mte	1–2 J.	>2 J.
I. Zivilappellationshof	190	109	71	61	20	10
II. Zivilappellationshof	123	88	15	5	3	4
II. Zivilappellationshof – intern. Rechtsh.	206	7	0	0	0	0
Schuldbetreibungs- u. Konkurskammer	96	39	2	0	0	0
Kindes- u. Erwachsenenschutzhof	36	40	14	6	0	0
Strafappellationshof	37	19	16	61	30	6
Strafkammer	101	101	67	40	9	0
I. Verwaltungsgerichtshof	32	25	33	40	12	3
II. Verwaltungsgerichtshof	47	32	30	58	45	9
III. Verwaltungsgerichtshof	55	96	23	26	3	0
Steuergerichtshof	10	30	41	43	13	0
I. Sozialversicherungsgerichtshof	19	14	21	112	25	4
II. Sozialversicherungsgerichtshof	12	26	24	55	37	7

1.1.1.2.1.3 Delegierte Aufsicht

Das Kantonsgericht inspizierte auf Delegation des Justizrates (Art. 127 Abs. 2 KV) die Gerichte des Broye-, Greyerz- und Seebezirks, die Friedensgerichte des Greyerz-, Saane- und Vivisbachbezirks, die Oberämter des Broye-, Glane-, Greyerz-, Saane-, Sense-, See- und Vivisbachbezirks sowie das Jugendstrafgericht, das Zwangsmassnahmengericht und einen Teil der Staatsanwaltschaft.

In seiner originären Zuständigkeit als Aufsichtsbehörde inspizierte das Kantonsgericht zudem das kantonale Konkursamt und die sieben Betreibungsämter.

1.1.1.2.2 I. Zivilappellationshof

Die Situation des I. Zivilappellationshofs im Jahr 2024 ist vergleichbar mit der Situation im Jahr 2023. Diese Tatsache ist jedoch wenig erfreulich, da bereits in den vergangenen Berichten mehrfach darauf hingewiesen wurde, dass die Arbeitslast hoch ist, die Dossiers zunehmend komplexer werden – insbesondere im Familienrecht – und die Behandlungsdauer in zahlreichen Fällen nach wie vor zu lang ist. Diese Feststellung gilt weiterhin, und die Situation konnte 2024 trotz des grossen Einsatzes der Richterschaft und der Gerichtsschreiberinnen und -schreiber des I. Zivilappellationshofs nicht verbessert werden.

1.1.1.2.3 II. Zivilappellationshof

Die Arbeitslast des II. Zivilappellationshofs blieb im Jahr 2024 stabil. In seinen verschiedenen Zuständigkeitsbereichen wurden 245 Neueingänge verzeichnet, was etwas weniger ist als im Vorjahr. Es wurden 238 Verfahren erledigt, was fast der Zahl der Neueingänge entspricht. Am Jahresende waren 45 Angelegenheiten hängig, davon 31 seit weniger als drei Monaten und nur 2 seit mehr als 18 Monaten. Diese wurden zudem auf Antrag der Parteien sistiert.

Der II. Zivilappellationshof behandelt auch ausländische Rechtshilfeersuchen; im Jahr 2024 waren es 215.

1.1.1.2.4 Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer in ihrer Eigenschaft als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und an den Staatsrat. Die Behandlung der Angelegenheiten der Kammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.5 Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Die Zahl der Neueingänge blieb im Jahr 2024 hoch, ging im Vergleich zu 2023 jedoch leicht zurück.

Betrachtet man lediglich die Zahlen in den Statistiken, könnte die Arbeitslast des Kindes- und Erwachsenenschutzhofs vergleichsweise gering erscheinen, vor allem im Vergleich zu anderen Abteilungen des Kantonsgerichts. Paradoxerweise wird die Richterschaft des Kindes- und Erwachsenenschutzhofs jedoch stark beansprucht, weil seine Fälle zunehmend komplex, stark konfliktbehaftet und oft dringlich sind (z. B. Platzierung von Kindern, fürsorgerische Unterbringung usw.). Solche Situationen müssen vorrangig behandelt werden oder zumindest innerhalb von Fristen, die den Bedürfnissen der betroffenen Kinder und Erwachsenen angemessen sind.

Die Statistiken spiegeln eine weitere Realität ebenfalls nicht wider: Die Richterinnen und Richter des Kindes- und Erwachsenenschutzhofs sind zugleich Mitglieder des I. Zivilappellationshofs, der Strafkammer und des II. Verwaltungsgerichtshofs, also von Abteilungen, von denen bekannt ist, dass sie eine besonders hohe Arbeitslast haben.

Damit die Richterschaft dieser Abteilung diesen Fällen die erforderliche Zeit widmen kann, ohne dadurch die Behandlung von Beschwerden zu verzögern, die ihnen in anderen Materien zugeteilt werden, ist eine Stärkung sowohl der entscheidenden als auch der redaktionellen Kräfte unerlässlich.

1.1.1.2.6 Strafappellationshof

Die bereits in den vergangenen Jahren festgestellte hohe Arbeitslast hielt auch im Jahr 2024 an. Obwohl der Strafappellationshof systematisch mit zwei ordentlichen Richterinnen und Richtern und einer Ersatzrichterin oder einem Ersatzrichter urteilt, bestätigt die Zahl der Pendenzen zum Jahresende (133) den seit mehreren Jahren beobachteten allgemeinen Anstieg. Darüber hinaus werden die Fälle dieser Abteilung unabhängig von ihrer Anzahl zunehmend komplexer und die Dossiers umfangreicher – oftmals müssen neue Beweisanträge behandelt und weitere Zwischenverfügungen getroffen werden (z. B. unentgeltliche Rechtspflege, partielles Nichteintreten usw.).

Die bereits im Jahresbericht 2023 geäußerte Befürchtung, nicht innerhalb der Frist von zwölf Monaten entscheiden zu können, hat sich bestätigt. Diese Behandlungsfrist gilt infolge einer Änderung der Strafprozessordnung seit dem 1. Januar 2024. Tatsächlich wurden im Jahr 2024 36 Fälle mit einer Behandlungsdauer von mehr als 12 Monaten erledigt.

Eine Erhöhung der Personaldotation des Strafappellationshofs, wie sie schon in den Jahresberichten 2022 und 2023 angesprochen und wiederholt wurde (zusätzlich 1 Richter/in zur Aufnahme in den Turnus der Richter/innen-Berichterstatter/innen samt 1 Gerichtsschreiber/in), ist nötig, um die Fälle, die Vorbereitung der Verhandlungen und die Aufgaben der Verfahrensleitung besser zu verteilen. Das Kantonsgericht unternahm im Jahr 2024 entsprechende Schritte, jedoch ohne Erfolg.

1.1.1.2.7 Strafkammer

Die Zahl der Neueingänge stieg im Jahr 2024 wieder an und erreichte 323, was im Vorjahresvergleich einer Zunahme von etwa 8 % entspricht (im Jahr 2023 waren es 302). Zum Vergleich: Im Jahr 2021 lag die Zahl der Neueingänge

noch bei 266. Dieser anhaltende Anstieg führte zu einer leichten Erhöhung der Pendenzen zum Jahresende (88 im Jahr 2023 und 93 im Jahr 2024), und dies trotz des unermüdlichen Einsatzes der Mitglieder der Strafkammer, die im Berichtsjahr mehr Fälle als 2023 erledigt haben (270 im Jahr 2023 und 318 im Jahr 2024). Die Lage ist ernst, zumal interne Lösungen naturgemäss begrenzt sind, wenn solche keine Schwächung anderer Abteilungen verursachen sollen. Bei bestimmten, insbesondere dringenden Fällen, stösst auch der Beizug von Ersatzrichterinnen und -richtern an seine Grenzen. Deshalb ist nun unbedingt kurzfristig eine Erhöhung der Personaldotation der Strafkammer zu erwägen (zusätzlich 1 Richter/in samt 1 Gerichtsschreiber/in). Dies umso mehr, als die Mitglieder der Strafkammer auch Mitglieder zweier anderer Abteilungen sind (des I. Zivilappellationshofs und des Kindes- und Erwachsenenschutzhofs), die ebenfalls mit einer Überlastung konfrontiert sind, und der neue Art. 397 Abs. 5 StPO, der am 1. Januar 2024 in Kraft getreten ist, neu vorschreibt, dass die Beschwerdeinstanz innerhalb von sechs Monaten entscheiden muss.

1.1.1.2.8 I. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des I. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2024 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.9 II. Verwaltungsgerichtshof

Die Revision des Bundesgesetzes über die Raumplanung führte zu grundlegenden Änderungen der kantonalen Raumplanungsregeln und des öffentlichen Baurechts ganz allgemein, die mit den früheren Gepflogenheiten brechen. Die neuen bundesrechtlichen Regeln fanden ihren Niederschlag im neuen kantonalen Richtplan, der am 2. Oktober 2018 erlassen wurde. Bis zur Assimilation der neuen Regeln führt diese Situation weiterhin zu vermehrten Beanstandungen seitens der Rechtsunterworfenen und der lokalen Körperschaften. Vor allem Streitigkeiten im Zusammenhang mit der Baulandverdichtung und den Ausmassen der Bauzonen haben zugenommen. Die Arbeitslast des II. Verwaltungsgerichtshofs ist weiterhin sehr hoch. Die Neueingänge im Jahr 2024 haben erneut die Marke von 200 Fällen überschritten (202). Während die Zahl der jährlichen Neueingänge in den Jahren 2017 bis 2020 bei 157 bis 164 lag, stieg sie danach erheblich an und erreichte 2022 sogar 264 Fälle. Der II. Verwaltungsgerichtshof ist damit beschäftigt, diesen kontinuierlichen und bedenklichen Anstieg mithilfe interner Massnahmen zur Verstärkung seiner Arbeitskräfte zu bewältigen. Dank dieser Massnahmen konnte er 221 Fälle erledigen und die Zahl der Pendenzen zum Jahresende auf 124 reduzieren, während die Pendenzen Ende 2023 noch bei 143 lagen.

1.1.1.2.10 III. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des III. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2024 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.11 Steuergerichtshof

Die Tätigkeit des Steuergerichtshofs im Jahr 2024 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.12 i. und ii. Sozialversicherungsgerichtshof

Entsprechend der Entwicklung der letzten zwei Jahre setzte sich der Trend zu einem Rückgang der Neueingänge im Jahr 2024 in annähernd gleichbleibendem Umfang fort (2022 waren es 420 Neueingänge, 2023 405 und 2024 380). Dieser Trend könnte eine mittelfristige Folge der qualitativen kantonalen Rechtsprechung sein, auf die sich sowohl Versicherer als auch Versicherte verlassen können.

Allerdings ermöglichte dieser Rückgang der Neueingänge leider nicht, die Pendenzen zum Jahresende abzubauen – im Gegenteil: Ihre Zahl lag Ende 2024 leicht über der des Vorjahres (bei 162 gegenüber 149 im I. Sozialversicherungsgerichtshof und bei 122 gegenüber 111 im II. Sozialversicherungsgerichtshof).

Diese Zahlen lassen sich auch in diesem Jahr durch das Zusammenwirken zweier Faktoren erklären.

Einerseits stellen beide Abteilungen weiterhin einen immer grösseren Teil ihrer redaktionellen Kräfte in den Dienst anderer Abteilungen. Der I. Sozialversicherungsgerichtshof intensivierte seine Zusammenarbeit mit dem Strafpellationshof, während der II. Sozialversicherungsgerichtshof weiterhin die Verwaltungsgerichtshöfe entlastet und seit diesem Jahr auch den Steuergerichtshof und den Kindes- und Erwachsenenschutzhof. Der Präsident des I. Sozialversicherungsgerichtshofs, der im Jahr 2024 zugleich Präsident des Kantonsgerichts war, und eine Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin, die auch strafrechtliche Fälle bearbeitet, engagierten sich zudem massgeblich in der Organisation des Tages der offenen Tür, der Ende September stattfand. Der II. Sozialversicherungsgerichtshof war hingegen von der dreimonatigen vollständigen Arbeitsunfähigkeit eines Gerichtsschreiber-Berichterstatters nach einem Unfall betroffen.

Die komplexen Fälle, die sich einer statistischen Erfassung entziehen, wirken sich weiterhin auf die Arbeitslast aus, wobei die Arbeit der Prüfung von Rügen gewidmet ist, die unabhängig vom Streitwert technisch anspruchsvoll und ausführlich dargelegt sind, was letztlich das Volumen des Schriftenverkehrs und der zu fällenden Urteile weiter erhöht.

Auf jeden Fall freuen sich der Präsident (605) und die Präsidentin (608) der beiden Abteilungen auch dieses Jahr über das grosse Engagement des gesamten Personals, das mit der Bearbeitung dieser hochspezialisierten Streitverfahren betraut ist. Sie danken den Gerichtsschreiberinnen und -schreibern, Gerichtsschreiberinnen-Berichterstatterinnen und Gerichtsschreibern-Berichterstattern, ihren Richterkolleginnen und -kollegen (ordentlichen Richterinnen und Richtern sowie Ersatzrichterinnen und -richtern) und natürlich dem stets gut aufgelegten und verlässlichen Team der Gerichtsschreiberei für ihren Beitrag zur Erledigung der Fälle und zur ausgezeichneten Arbeitsatmosphäre.

1.1.1.3 Personal

1.1.1.3.1 Richter/innen

Berufsrichter/innen – Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.

Name/Vorname	Funktion	2022	2023	2024
Beti Dina	Richterin	1	1	1
Boivin Marc	Richter	0.5	0.7	0.7
Colella Stéphanie	Richterin	--	1	1
Delabays Jérôme	Richter	1	1	1
Ducret Markus	Richter	1	1	1
Favre Michel	Richter	1	1	1
Frölicher Johannes	Richter	1	1	1
Gross Dominique	Richterin	0.5	0.6	0.6
Kiener Daniela	Richterin	0.5	0.5	0.5
Overney Catherine	Richterin	1	1	1
Peyraud Anne-Sophie	Richterin	1	1	1
Schneuwly Laurent	Richter	1	1	1
Sugnaux Marc	Richter	1	1	1
Thalmann Vanessa	Richterin	--	0.7	0.7
Thalmann El Bachary Cornelia	Richterin	--	0.5	0.5
Wohlhauser Sandra	Richterin	1	1	1
Total VZÄ am 31.12.		14	14	14

Am 12. Juni 2024 wählte die Vereinigte Bundesversammlung Sandra Wohlhauser, Richterin am Kantonsgericht, dessen Vizepräsidentin sie 2024 war, zur ordentlichen Richterin am Bundesgericht. Die Wahl von Sandra Wohlhauser im Alter von 48 Jahren ist die Krönung einer bereits reichen Karriere im Dienste der Justiz im Allgemeinen und der Freiburger Judikative im Besonderen. Frau Wohlhauser ist perfekt zweisprachig (Deutsch und Französisch). Im Jahr 2000 erlangte sie ein Lizenziat in Rechtswissenschaften an der Universität Freiburg und vier Jahre später ihr Anwaltspatent. Nachdem sie kurzzeitig als Ad-hoc-Gerichtsschreiberin beim Wirtschaftsstrafgericht und beim Strafgericht des Saanebezirks tätig war, wurde sie 2004 Gerichtsschreiberin-Adjunktin beim Kantonsgericht. In dieser Funktion übernahm sie parallel dazu die Aufgabe der Projektleiterin «Harmonisierung Tribuna» (Software zur Veröffentlichung von Urteilen des Kantonsgerichts). Ab 2008 setzte sie ihre Karriere als Anwältin bei einer Kanzlei vor Ort fort, bevor sie 2016 aufgrund ihrer Wahl zur Kantonsrichterin durch den Grossen Rat ans Kantonsgericht zurückkehrte. Sandra Wohlhauser war Präsidentin des Kindes- und Erwachsenenschutzhofs sowie Vizepräsidentin der Strafkammer und des I. Zivilappellationshofs und zeigte gleichzeitig ein starkes Interesse und Engagement für die Digitalisierung der Judikative. Seit 2016 war sie als Präsidentin der Informatikkommission der Gerichtsbehörden Mitglied der Informatikkommission des Staates und führte von 2018 bis 2021 somit das Präsidium des Lenkungsausschusses des Programms e-Justice. Aus ihrem Anliegen heraus, Wissen weiterzugeben, war sie ab 2020 Lehrbeauftragte an der Universität Freiburg im Rahmen des CAS «Justice des mineurs» und ab 2024 Mitautorin der ZPO online. Ihr ausgeprägtes Engagement für Rechtssuchende, das die Gerichtskommission der Vereinigten Bundesversammlung besonders hervorhob, wurde zweifellos auch durch ihr vielfältiges ehrenamtliches Wirken, insbesondere im Bereich der Musik, geprägt.

Als Ersatz für Sandra Wohlhauser, die ihr Amt am Bundesgericht am 1. Januar 2025 antrat, wählte der Grosse Rat Alessia Chocomeli, derzeit stellvertretende Generalstaatsanwältin. Diese wird ihre Tätigkeit als Kantonsrichterin am 1. Mai 2025 aufnehmen.

Bis zum Amtsantritt der ordentlichen Nachfolge der abtretenden Kantonsrichterin Sandra Wohlhauser ernannte der Justizrat Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin und Ersatzrichterin Catherine Faller per 16. Dezember 2024 zur Kantonsrichterin ad hoc mit einem Pensum von 80 %. Die verbleibenden 20 % wurden auf Cornelia Thalmann El Bachary und Vanessa Thalmann verteilt, wobei jede ihr Arbeitspensum um 10 % erhöhte. Cornelia Thalmann El Bachary widmet ihren Anteil dem I. Zivilappellationshof (für deutschsprachige Fälle), Vanessa Thalmann ihren Anteil dem Kindes- und Erwachsenenschutzhof (Vorsitz ad interim). Catherine Faller amtet sowohl in der Strafkammer als auch im I. Zivilappellationshof und im Kindes- und Erwachsenenschutzhof. Zur Überbrückung der Vakanz stellte sich zudem Ersatzrichter Felix Baumann dem Kantonsgericht zur Verfügung, um mehr deutschsprachige Fälle der Strafkammer und des Kindes- und Erwachsenenschutzhofs zu bearbeiten. Ein interner Ersatz für die Funktion der Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin von Catherine Faller wurde ebenfalls geregelt, indem der befristete Vertrag der Gerichtsschreiberin Elsa Corminboeuf verlängert wurde.

Was die Nebenbeschäftigungen der Richterinnen und Richter angeht, ist Dina Beti Mitglied der Anwaltsprüfungskommission und Ersatzmitglied der Notariatskommission. Zudem ist sie Auftraggeberin für die Projekte Portal, Dematerialisierung und Geschäftsverwaltung im Programm e-Justice. Ende 2023 erklärte sie sich ausserdem bereit, die Rolle der Projektleiterin für das Projekt Geschäftsverwaltung vorübergehend zu übernehmen. Ziel dieses Projekts ist die Auswahl und Umsetzung von Lösungen für die digitale Steuerung der Justizverfahren sowie der Ersatz der zurzeit verwendeten Geschäftsverwaltungslösung. Marc Boivin ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission und Lehrbeauftragter für Recht an der Hochschule für Wirtschaft Freiburg im Rahmen des CAS Public Management. Ausserdem ist er im Kulturbereich und insbesondere in der Humorszene aktiv. Jérôme Delabays ist Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Er präsidiert den Lenkungsausschuss zur Einführung des Elternkonsens-Modells im Kanton Freiburg. Michel Favre ist Mitglied der Anwaltskommission. Johannes Frölicher wurde für eine zweite fünfjährige Amtsperiode in den Justizrat berufen, in dem er den Vorsitz innehat. Er ist zudem Präsident der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz. Auf den 1. Juli 2024 trat er aus dem Vorstand des Früherziehungsdienstes und der Therapiestelle CTTS der Stiftung «Les Buissonnets» zurück. Ausserdem ist er gemeinsam mit dem Vorsteher der Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektion Mitauftraggeber des Programms e-Justice. Dominique Gross ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Daniela Kiener amtet als Richterin für die deutschsprachigen Fälle der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz. Sie ist auch Stellvertretende Präsidentin des Schlichtungs- und Schiedsorgans bei kollektiven Streitigkeiten mit dem Staatspersonal (SSO) und präsidiert die Rekurskommission der Universität Freiburg. Anne-Sophie Peyraud ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung und Mitglied der Beschwerdekommision des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (GYB). Sie ist auch Präsidentin der «Association St-Camille» in Marly und ihrer Vorsorgestiftung. Seit dem Sommer 2023 ist sie exekutive Auftraggeberin und Vorsitzende des Lenkungsausschusses und des Büros des Programms e-Justice. Laurent Schnewly ist Präsident der kantonalen Öffentlichkeits-, Datenschutz- und Mediationskommission und Stellvertreter des Präsidenten des Militärkassationsgerichts. Marc Sugnaux ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission, Ersatzmitglied der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen und Vorstandspräsident der Vereine «Le Bosquet» in Givisiez. Zudem ist er Mitglied der Geschäftsleitung der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter und der Direktion der Schweizerischen Richterakademie sowie Präsident des SSO. Cornelia Thalmann El Bachary ist seit Sommer 2024 Mitglied des Vorstandes des Schulheims der Stiftung «Les Buissonnets». Sandra Wohlhauser ist Mitglied der Anwaltskommission und der Beschwerdekommision des GYB. Ausserdem ist sie Präsidentin der Informatikkommission der Gerichtsbehörden und Mitglied der Informatikkommission des Staates Freiburg und des Lenkungsausschusses des kantonalen Programms ELAN. Schliesslich ist sie Mitglied des Vorstands des Vereins begleitete Besuchstage Freiburg und wirkt als Lektorin an der ZPO online mit.

Ersatzrichter/innen am 31.12.2024

Annick Achtari, François-Xavier Audergon, Felix Baumann, Olivier Bleicker, Mathias Boschung, Sonia Bulliard Grosset, Jenny Castella, Francine Defferrard, Catherine Faller, Susanne Fankhauser, Debora Friedli-Bruggmann, Caroline Gauch, Tarkan Göksu, Catherine Hayoz, Michel Heinzmann, Marianne Jungo, Jean-Benoît Meuwly, Séverine Monferini Nuoffer, Jean-Luc Mooser, Bruno Pasquier, Christian Pfammatter, Armin Sahli, Jean-Marc Sallin, Sandrine Schaller, Daniel Schneuwly, Kurt Schwab, Philippe Tena, Catherine Yesil-Huguenot, Marc Zürcher

2024 gab es bei den Ersatzrichterinnen und -richtern keine Änderungen.

1.1.1.3.2 Gerichtsschreiberei und Sekretariat

Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.	2022	2023	2024
Total VZÄ Gerichtsschreiber/innen (Festanstellung)	20.45	21.25	21.75
Total VZÄ Juristische Praktikantinnen/Praktikanten	5	5	5
Total VZÄ Verwaltungsmitarbeitende (Festanstellung)	13.6	13.6	13.6
Total VZÄ Auszubildende Verwaltungsmitarbeitende	2	2	2
Total	41.05	41.85	42.35

Die Situation der Gerichtsschreiberei hat sich seit 2023 insofern verändert, als das Kantonsgericht im Rahmen des Budgets 2024 0,5 VZÄ für eine Gerichtsschreiberin oder einen Gerichtsschreiber erhalten hat. In der Plenarsitzung vom November 2023 wurde der Konsens erzielt, diese 50 % aufgrund seiner gestiegenen Arbeitslast und im Rahmen interner Umstrukturierungen infolge von Neuanstellungen dem II. Verwaltungsgerichtshof zuzuweisen. In dieser Neuorganisation wurden mit Zustimmung der betroffenen Gerichtspräsidien 0,2 Gerichtsschreiber-VZÄ vom I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof auf den Strafappellationshof übertragen (je 0,1 VZÄ).

Die Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts umfasste im Jahr 2024 – ohne die Kantonsrichterinnen und -richter (14 VZÄ) und die befristeten Anstellungen – 36,35 Stellen (gegenüber 35,85 im Jahr 2023), nämlich: 1 VZÄ für den Generalsekretär, 21,75 VZÄ für Gerichtsschreibende (+ 0,5 VZÄ), 1 VZÄ für die Verwaltungsadjunktin, 11,5 VZÄ für Sekretärinnen und Sekretäre, 0,1 VZÄ für den Bibliothekar und 1 VZÄ für den Gerichtsweibel. Die Kantonsrichterinnen und -richter sowie das Personal der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts entsprechen insgesamt 50,35 VZÄ (gegenüber 49,85 im Jahr 2023).

Gegenwärtig arbeiten 75 Personen am Kantonsgericht:

- 16 Kantonsrichterinnen und -richter
- 1 Generalsekretär
- 30 Gerichtsschreiberinnen und -schreiber (einschliesslich 2 x 50 % für «e-Justice-Gerichtsschreibende»)
- 21 Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Verwaltungspersonals (1 Verwaltungsadjunktin, 16 Sekretärinnen und Sekretäre einschliesslich Buchhalterinnen und Buchhalter und Bibliothekar, 1 Gerichtsweibel, 1 Gerichtsarchivar zu 10 % [angestellt durch das Amt für Justiz])
- 5 Gerichtsschreiberpraktikantinnen und -praktikanten (in der Regel 10 im Jahr)
- 2 Lernende Kauffrauen

75 (Total) (Im Jahr 2023 betrug die Zahl der Mitarbeitenden 72. Die Zunahme ist die Folge der Zuteilung einer halben Gerichtsschreiberstelle und von Stellenumstrukturierungen.)

Weggänge – Neuzugänge

Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber

Dank des zusätzlichen halben Gerichtsschreiber-VZÄ, das das Kantonsgericht erhielt, konnte Angélique Marro ab dem 1. Januar 2024 mit einem Pensum von 100 % angestellt werden. Diese übernahm zudem einen Teil der Stelle, die durch den Weggang von Sophie Rolle im November 2023 vakant wurde. Auch Pascal Tabara erhöhte sein Arbeitspensum und arbeitet nun zu 100 % (50 % unbefristet, 50 % befristet in der Funktion als «e-Justice-Gerichtsschreiber»). Zur Nachfolge von Vanessa Thalman, die zur Kantonsrichterin gewählt wurde, stellte das Kantonsgericht Maude Roy Gigon als Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin ein. Um mehrere vakante Stellen (Mutterschaftsurlaube, Krankheit, Vertretungen) zu überbrücken, nahm das Kantonsgericht im Jahr 2024 zahlreiche befristete Anstellungen mit unterschiedlichen Pensen vor (Tony Kiener, Tania Chenaux, Nadine Durot, Elsa Corminboeuf, Amélie Kolly). Schliesslich sind die beiden befristeten 50 %-Stellen für «e-Justice-Gerichtsschreibende» weiterhin von Magalie Bapst (seit dem 1. Januar 2023) und Pascal Tabara (seit dem 1. Mai 2023) besetzt.

Verwaltungspersonal

Infolge des Abgangs von Nicole Kolly und des Altersrücktritts von Barbara Carrard stellte das Kantonsgericht Céline Hermann, Nathalie Marchon und Arnaud Pillonel (Bibliothek) ein. Lisa Andrey, ehemalige Lernende des Kantonsgerichts, ist derzeit mit einem Pensum von 40 % befristet angestellt und setzt ihre Ausbildung berufsbegleitend fort.

Personalbetreuung

Das Personal der Gerichtsschreiberei wird jährlich nach der Personalgesetzgebung beurteilt.

1.1.1.4 Weitere Tätigkeiten

Der Präsident, weitere Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter und der Generalsekretär nahmen an den Veranstaltungen teil, zu denen das Kantonsgericht eingeladen wurde.

Der Vizepräsident nahm an der vierzehnten eidgenössischen Justizkonferenz teil, die das Bundesgericht in Lausanne abhielt.

Richterinnen und Richter nahmen an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Biel und am Richtertag der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter (SVR) in Luzern teil. Das Kantonsgericht war auch an der Tagung der Präsidentinnen und Präsidenten der Schweizerischen Sozialversicherungsgerichte 2024 in Chur vertreten.

Die Richterinnen und Richter des Strafpellationshofs nahmen am Treffen der Strafpellationshöfe der Kantone Waadt, Neuenburg und Freiburg (INTERCAP) in Neuenburg teil.

Der Präsident und eine Vertretung der Gerichtsschreiberinnen und -schreiber nahmen an der Generalversammlung der Schweizerischen kriminalistischen Gesellschaft (SKG) in Baden teil.

Am 18. Januar 2024 vertrat Sandra Wohlhauser das Kantonsgericht an der 30-Jahr-Feier des Vereins «begleitete Besuchstage Freiburg» in Freiburg. Am 2. Mai 2024 nahm sie an der 17. Tagung «Dialog Gesundheit-Justiz» in Granges-Paccot teil.

Am 14. November 2024 nahm Jérôme Delabays an der Tagung «Dialog Gesundheit-Justiz» in Villars-sur-Glâne teil.

Weiterbildungen der Richterinnen und Richter

Die Weiterbildungsveranstaltungen, die die Richterinnen und Richter im Jahr 2024 besucht haben, sind in den Formularen aufgeführt, die dem Justizrat separat zugestellt wurden.

Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richterinnen und Richter und Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber

Jérôme Delabays erteilt den Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten Unterricht in Zivilprozessrecht. Er beteiligte sich am Forum Perspectiva, das an der Universität Freiburg organisiert wurde. Er wirkt weiterhin als Autor an der ZPO online mit.

Michel Favre ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP («Ecole romande de la magistrature pénale») im Rahmen des CAS Strafschlichtung und unterrichtet im Rahmen des Ausbildungszyklus des Freiburger Anwaltsverbands (FAV) für Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten. Er beteiligte sich als Referent an der schweizerischen Biennale des Verwaltungsrechts und an der Weiterbildungstagung des FAV.

Dominique Gross ist zuständig für die regelmässige Online-Aufdatierung zum Basler Kommentar, ZGB II, Baurechtswissenschaften, Art. 779–779I ZGB, 2023.

Laurent Schneuwly unterrichtet im Rahmen des Ausbildungszyklus des FAV für Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten (in erstinstanzlichem Zivilverfahren).

Marc Sugnaux beteiligt sich an der Ausbildung der Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten zur Vorbereitung auf die Prüfung in Verwaltungs- und Verwaltungsverfahren. Am 26. und 27. Januar 2024 leitete er das jährliche Ausbildungsseminar für Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten, das in Murten stattfand, unter dem Aspekt des Verwaltungsrechts mit. Im Rahmen des CAS Judikative der Schweizerischen Richterakademie war er für das Modul 5 «Justiz und Öffentlichkeit» zuständig. In diesem Rahmen hielt er auch eine Lehrveranstaltung über die Kontakte zwischen Gerichten und Medien. Anlässlich eines Informationsabends für freiburgische Treuhandgesellschaften präsentierte er zudem die jüngste Rechtsprechung im Bereich des Steuerrechts mit.

Am 5. September 2024 trat Sandra Wohlhauser bei der Fachtagung der Konferenz für Kindes- und Erwachsenenschutz (KOKES) in Freiburg als Referentin auf.

Catherine Faller unterrichtet die Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten über die strafprozessuale Beschwerde und Revision. Ausserdem ist sie Lehrbeauftragte an der Hochschule ARC-ERMP im Rahmen des CAS Strafschlichtung. Des Weiteren unterrichtet sie gemeinsam mit Marc Sugnaux und Marc Boivin Polizeiaspirantinnen und -aspiranten am interregionalen Polizeiausbildungszentrum in Freiburg zum Thema Menschenrechte.

Annexe / Beilage

1.1.2 Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2024 (état au 31.12.) Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Abteilungen im Jahr 2024 (Stand 31.12.)

Président / Präsident**Marc Boivin**

Vice-présidente / Vizepräsidentin

Sandra Wohlhauser

Membres / Mitglieder

Dina Beti

Stéphanie Colella

Jérôme Delabays

Markus Ducret

Michel Favre

Johannes Frölicher

Dominique Gross

Daniela Kiener

Catherine Overney

Anne-Sophie Peyraud

Laurent Schneuwly

Marc Sugnaux

Vanessa Thalmann

Cornelia Thalmann El Bachary

Juges suppléant/e/s / Ersatzrichter/innen

Annick Achtari

François-Xavier Audergon

Felix Baumann

Olivier Bleicker

Mathias Boschung

Sonia Bulliard Grosset

Jenny Castella

Francine Defferrard

Catherine Faller

Susanne Fankhauser

Debora Friedli-Bruggmann

Caroline Gauch

Tarkan Göksu

Catherine Hayoz

Michel Heinzmann

Marianne Jungo

Jean-Benoît Meuwly

Séverine Monferini Nuoffer

Jean-Luc Mooser

Bruno Pasquier

Juges suppléant/e/s / Ersatzrichter/innen

Christian Pfammatter
Armin Sahli
Jean-Marc Sallin
Sandrine Schaller
Daniel Schneuwly
Kurt Schwab
Philippe Tena
Catherine Yesil-Huguenot
Marc Zürcher

Cours civiles / Zivilrechtliche Abteilungen**I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof**

Président / Präsident	Jérôme Delabays
Membres / Mitglieder	Dina Beti
	Sandra Wohlhauser
	Laurent Schneuwly
	Cornelia Thalmann El Bachary

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Présidente / Präsidentin	Dina Beti
Membres / Mitglieder	Catherine Overney
	Michel Favre
	Markus Ducret

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Présidente / Präsidentin	Catherine Overney
Membres / Mitglieder	Michel Favre
	Markus Ducret

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Présidente / Präsidentin	Sandra Wohlhauser
Membres / Mitglieder	Jérôme Delabays
	Laurent Schneuwly
	Vanessa Thalmann

Cours pénales / Strafrechtliche Abteilungen

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Président / Präsident	Michel Favre
Vice-président-e-s et membres / Vizepräsidentin/ Vizepräsidenten und Mitglieder	Catherine Overney Marc Boivin Markus Ducret

Chambre pénale / Strafkammer

Président / Präsident	Laurent Schneuwly
Vice-président-e-s et membres / Vizepräsidentin/ Vizepräsident und Mitglieder	Jérôme Delabays Sandra Wohlhauser

Cours administratives / Verwaltungsrechtliche Abteilungen

I^{er} Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Anne-Sophie Peyraud
Vice-présidentes et membres / Vizepräsidentinnen und Mitglieder	Dina Beti Dominique Gross Stéphanie Colella

II^{er} Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Président / Präsident	Johannes Frölicher
Vice-présidentes et membres / Vizepräsidentinnen und Mitglieder	Anne-Sophie Peyraud Dominique Gross Cornelia Thalmann El Bachary Vanessa Thalmann

III^{er} Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Dominique Gross
Vice-président-e-s et membres / Vizepräsidentin/ Vizepräsident und Mitglieder	Johannes Frölicher Dina Beti Stéphanie Colella

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Président / Präsident	Marc Sugnaux
Vice-présidentes et membres / Vizepräsidentinnen und Mitglieder	Dina Beti Daniela Kiener

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident	Marc Boivin
Vice-président-e-s et membres / Vizepräsidentinnen/ Vizepräsident und Mitglieder	Dominique Gross
	Marc Sugnaux
	Vanessa Thalmann
	Stéphanie Colella

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident	Daniela Kiener
Vice-président-e-s et membres / Vizepräsidentin/ Vizepräsidenten und Mitglieder	Anne-Sophie Peyraud
	Johannes Frölicher
	Marc Sugnaux

1.1.3 Partie statistique / Statistischer Teil

1.1.3.1 Cours civiles / Zivilrechtliche Abteilungen

le Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2022	2023	2024
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	157	142	143
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	477	470	467
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	492	469	461
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	142	143	149
Provenance / Herkunft			
	2022	2023	2024
Sarine / Saane	87	70	75
Singine / Sense	16	10	7
Gruyère / Greyerz	50	50	41
Lac / See	15	16	18
Glâne / Glane	22	14	28
Broye/ Broye	21	27	31
Veveyse / Vivisbach	20	24	15
Justice de paix de la Broye / Friedensgericht des Broyebezirks	2	1	0
Justice de paix du Lac / Friedensgericht des Seebezirks	1	1	0
Justice de paix de la Sarine / Friedensgericht des Saanebezirks	0	1	0
Justice de paix de la Gruyère / Friedensgericht des Greyerzbezirks	0	3	0
Autres / Andere	257	252	246
Total	492	469	461

Modes de liquidation / Erledigungsarten	2022	2023	2024
Admis / Gutheissung	29	39	27
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	128	104	87
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	6	10
Rejet / Abweisung	90	83	78
Irrecevables / Nichteintreten	26	20	22
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	5	4	13
Retrait / Rückzug	11	6	19
Transaction - ratification / Vergleich - Genehmigung	0	3	2
Passe expédient/Nouvelle décision aut. inf. / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	0	0	1
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	26	34	45
AJ (avec avocat/e) octroyée / URP (mit Anwältin/Anwalt) gewährt	145	142	124
AJ (avec avocat/e) refusée / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	20	22	21
AJ (avec avocat/e) partiellement octroyée / URP (mit Anwältin/Anwalt) teilweise gewährt	5	4	5
AJ (sans avocat/e) refusée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	2	2	4
Dépens fixés / Parteikosten festgesetzt	0	0	3
Total	492	469	461

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2022	2023	2024
Droit des personnes / Personenrecht	2	2	1
Droit de la famille / Familienrecht	130	105	91
dont mesures protectrices de l'union conjugale / davon Eheschutzmassnahmen	59	44	42
Droit des successions / Erbrecht	3	4	2
Droit réels / Sachenrecht	11	10	6
Droit des obligations / Obligationenrecht	21	13	16
Assurance / Versicherung	0	0	1
Suspension de la procédure / Sistierung des Verfahrens	2	1	1
Restitution de délai / Wiederherstellung	0	0	2
Récusation / Ausstand	13	7	7
Compétence des tribunaux / Zuständigkeit der Gerichte	1	1	4
Entraide judiciaire en matière civile / Rechtshilfe in Zivilsachen	0	0	2
Conciliation / Schlichtung	1	2	3
Frais de justice / Gerichtskosten	1	3	2
Attribution des frais / Auferlegung der Prozesskosten	3	7	5
Montant des dépens / Höhe der Parteikosten	4	5	2
Sûretés / Sicherheiten	3	3	1
Exécution / Vollstreckung	0	2	2
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung	61	63	79
Appel/recours sur mesures provisionnelles / Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	43	36	52

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2022	2023	2024
Assistance judiciaire (recours) / URP (Beschwerde)	7	14	11
Assistance judiciaire (requête) / URP (Gesuch)	179	179	158
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / URP, Höhe der Entschädigung	2	5	6
Retard injustifié / Rechtsverzögerung	0	2	2
Révision / Revision	0	0	1
Interprétation et rectification / Erläuterung und Berichtigung	3	3	1
Divers / Verschiedenes	2	2	3
Total	492	469	461

Ile Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2022	2023	2024
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	44	66	45
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	460	441	460
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	438	462	451
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	66	45	54

Sont incluses les demandes d'enquête judiciaire internationale. / Internationale Rechtshilfeersuchen inbegriffen.

Provenance / Herkunft	2022	2023	2024
Sarine / Saane	81	77	67
Singine / Sense	10	11	11
Gruyère / Greyerz	51	34	36
Lac / See	7	14	17
Glâne / Glane	6	17	8
Broye/ Broye	22	16	12
Veveyse / Vivisbach	11	21	14
Autorités étrangères / Ausländische Behörden	187	182	213
Autres / Andere	63	90	73
Total	438	462	451

Modes de liquidation / Erledigungsarten	2022	2023	2024
Admis / Gutheissung	57	63	51
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	13	7	9
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	5	4	2
Rejet / Abweisung	73	76	65
Irrecevables / Nichteintreten	45	36	21
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	27	43	41
Transaction - ratification / Vergleich - Genehmigung	0	2	2
Retrait / Rückzug	1	6	3
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	1	0
AJ (avec avocat/e) octroyée / URP (mit Anwältin/Anwalt) gewährt	7	6	3
AJ (avec avocat/e) refusée / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	1	3	5
AJ (sans avocat/e) octroyée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) gewährt	0	1	0
AJ (sans avocat/e) refusée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	2	2	8
Dépens fixés / Parteikosten festgesetzt	0	1	2
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	18	29	26
Transmission des entrades judiciaires / Übermittlung der Rechtshilfe	187	182	213
par arrêt / mit Urteil	3	6	6
par transmission simple / ohne Urteil	184	176	207
Total	438	462	451

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2022	2023	2024
Assistance judiciaire (recours) / URP (Beschwerde)	1	3	2
Assistance judiciaire (requête) / URP (Gesuch)	14	14	17
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / URP, Höhe der Entschädigung	1	1	0
Travail / Arbeit	14	9	11
Bail / Mietgerichtsbarkeit	20	27	15
Enlèvement international d'enfant / internationale Kindesentführung	0	4	3
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / Schuldbetreibungs- und Konkursrecht	135	131	116
dont faillites / davon Konkurse	28	37	31
dont mainlevées / davon Rechtsöffnungen	107	94	85
Annulation et suppression de la poursuite / Aufhebung und Einstellung der Betreuung	0	2	3
Poursuite pour dettes / Schuldbetreibung	0	0	1
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	38	55	44
Appel/recours sur mesures provisionnelles / Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	0	1	0
Procédure concordataire / Nachlassverfahren	0	1	0
Deontologie / Berufsethik	0	1	0
Restitution de délai / Wiederherstellung der Frist	1	1	1
Frais de justice / Gerichtskosten	1	2	3
Attribution des frais / Auferlegung der Prozesskosten	2	3	3
Montant des dépens / Höhe der Parteikosten	0	1	1
Sûretés / Sicherheiten	3	3	3
Révision / Revision	0	1	0
Mémoire préventif / Schutzschrift	1	1	0
Séquestre / Arrest	1	2	0
Suspension de la procédure / Sistierung des Verfahrens	3	6	4
Entraide judiciaire internationale / Internationale Rechtshilfe	187	182	213
Propriété intellectuelle et protection des données / Geistiges Eigentum und Datenschutz	3	10	1
Concurrence déloyale / unlauterer Wettbewerb	0	1	0
Récusation / Ausstand	0	0	7
Conciliation / Schlichtung	0	0	1
Exécution / Vollstreckung	0	0	1
Arbitrage / Schiedsgerichtsbarkeit	0	0	1
Total	438	462	451

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2022	2023	2024
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	4	9	7
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	132	152	136
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	127	154	137
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	9	7	6

Provenance / Herkunft	2022	2023	2024
Sarine / Saane	18	26	36
Singine / Sense	5	1	5
Gruyère / Greyerz	12	6	7
Lac / See	4	9	2
Glâne / Glane	5	2	8
Broye/ Broye	3	8	2
Veveyse / Vivisbach	8	8	3
Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt	42	53	52
Autres / Andere	30	41	22
Total	127	154	137

Modes de liquidation / Erledigungsarten	2022	2023	2024
Admis / Gutheissung	15	22	9
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	9	3	5
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	2	0
Rejet / Abweisung	27	40	40
Irrecevables / Nichteintreten	2	6	4
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	1	3	5
Sans objet / Gegenstandslos	12	18	16
Retrait / Rückzug	4	0	2
Visé / Geprüft	46	51	51
AJ (avec avocat/e) refusée / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	6	7	3
AJ (sans avocat/e) refusée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	0	0	2
Total	127	154	137

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2022	2023	2024
Plaintes / Beschwerden	54	63	64
Restitution de délai / Wiederherstellung der Frist	2	2	1
Récusation / Ausstand	0	0	1
Séquestre / Arrest	0	0	3
Réalisation de parts de communauté / Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen	1	1	0
Réalisation forcée des immeubles / Zwangsverwertung von Grundstücken	1	2	0
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens	46	51	51
Assistance judiciaire (requête) / URP (Gesuch)	7	9	5
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	7	16	10
Rémunération de l'administration de la faillite / Vergütung für die Konkursverwaltung	9	10	2
Total	127	154	137

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens	2022	2023	2024
1 à 15 jours / 1 bis 15 Tage	62	73	69
15 jours à 1 mois / 15 Tage bis 1 Monat	22	37	26
1 à 2 mois / 1 bis 2 Monate	29	34	26
Plus de 2 mois / mehr als 2 Monate	14	10	16
Total	127	154	137

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2022	2023	2024
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	17	14	9
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	144	128	98
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	147	133	96
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	14	9	11

Provenance / Herkunft	2022	2023	2024
Sarine (Justice de paix) / Saane (Friedensgericht)	48	30	17
Singine (Justice de paix) / Sense (Friedensgericht)	9	5	6
Gruyère (Justice de paix) / Greyerz (Friedensgericht)	15	7	9
Lac (Justice de paix) / See (Friedensgericht)	2	7	4
Glâne (Justice de paix) / Glane (Friedensgericht)	7	6	4
Broye (Justice de paix) / Broye (Friedensgericht)	8	8	10
Veveyse (Justice de paix) / Vivisbach (Friedensgericht)	6	10	8
Autres / Andere	52	60	38
Total	147	133	96

Modes de liquidation / Erledigungsarten	2022	2023	2024
Admis / Gutheissung	12	8	11
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	10	9	9
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	7	2	2
Irrecevables / Nichteintreten	17	11	9
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	1	0	1
Rejet / Abweisung	48	37	27
Retrait / Rückzug	1	2	1
AJ (avec avocat/e) octroyée / URP (mit Anwältin/Anwalt) gewährt	28	29	15
AJ (avec avocat/e) refusée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	5	10	10
AJ (avec avocat/e) partiellement octroyée / URP (mit Anwältin/Anwalt) teilweise verweigert	0	1	1
AJ (sans avocat/e) octroyée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) gewährt	0	1	0
AJ (sans avocat/e) refusée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	0	0	2
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	18	18	8
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	1	0
Transaction / ratification – Vergleich - Genehmigung	0	1	0
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	3	0
Total	147	133	96

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2022	2023	2024
Recours / Beschwerde	82	60	48
dont placements à des fins d'assistance / davon fürsorgliche Unterbringung	16	14	10
dont protection de l'adulte / davon Erwachsenenschutz	31	19	11
dont effets de la filiation / davon Wirkungen des Kindesverhältnisses	35	27	27
Assistance judiciaire (requête) / URP (Gesuch)	34	43	29
Assistance judiciaire (recours) / URP (Beschwerde)	4	2	2
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	17	16	6
Appel/recours sur mesures provisionnelles / Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	0	2	0
Attribution des frais / Auferlegung der Prozesskosten	2	2	1
Montant des dépens / Höhe der Parteikosten	0	0	1
Sûretés / Sicherheiten	0	0	1
Déni de justice ou retard injustifié / Rechtsverweigerung und Rechtsverzögerung	3	2	6
Récusation / Ausstand	3	3	1
Déontologie / Berufsethik	0	1	0
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / URP, Höhe der Entschädigung	0	2	1
Total	147	133	96

1.1.3.2 Cours pénales / Strafrechtliche Abteilungen

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2022	2023	2024
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	122	128	112
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	199	185	190
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	193	201	169
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	128	112	133

Provenance / Herkunft

Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht	2022	2023	2024
Sarine / Saane	15	27	19
Singine / Sense	9	8	7
Gruyère / Greyerz	8	9	2
Lac / See	4	15	4
Glâne / Glane	1	3	4
Broye/ Broye	6	11	3
Veveyse / Vivisbach	4	2	2
Total	47	75	41

Juge de police / Polizeirichter/in	2022	2023	2024
Sarine / Saane	62	41	37
Singine / Sense	5	6	10
Gruyère / Greyerz	22	9	9
Lac / See	8	9	9
Glâne / Glane	5	4	12
Broye/ Broye	8	12	11
Veveysé / Vivisbach	9	8	4
Total	119	89	92

	2022	2023	2024
Tribunal pénal des mineurs / Jugendstrafgericht	1	1	3
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht	6	5	5
Ministère public / Staatsanwaltschaft	4	4	0
Autres / Andere	16	27	28
Total	27	37	36

Modes de liquidation / Erledigungsarten	2022	2023	2024
Admis / Gutheissung	28	20	17
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	41	41	25
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	0	0
Rejet / Abweisung	48	76	63
Irrecevables / Nichteintreten	7	19	13
Sans objet / Gegenstandslos	45	27	31
Retrait / Rückzug	13	11	7
AJ (avec avocat/e) accordée / URP (mit Anwältin/Anwalt) gewährt	3	1	6
AJ (avec avocat/e) refusée / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	4	5	2
AJ (sans avocat/e) accordée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) gewährt	0	0	1
AJ (sans avocat/e) refusée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) veweigerl	0	0	1
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	1	1
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	0	2
Total	193	201	169

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2022	2023	2024
Appels / Berufungen	173	170	141
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	0	0	1
Détention provisoire ou des motifs de sûretés / Untersuchungs- oder Sicherheitshaft	2	1	2
Assistance judiciaire et défense d'office / URP und amtliche Verteidigung	13	20	18
Révision / Revision	4	10	4
Récusation / Ausstand	0	0	3
Total	193	201	169

Chambre pénale / Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2022	2023	2024
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	49	56	88
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	302	302	323
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	295	270	318
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	56	88	93

Provenance / Herkunft

	2022	2023	2024
Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht			
Sarine / Saane	7	8	4
Singine / Sense	0	1	1
Gruyère / Greyerz	2	0	1
Lac / See	3	2	0
Broye/ Broye	3	4	0

Provenance / Herkunft

Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht	2022	2023	2024
Veveyse / Vivisbach	1	0	0
Total	16	15	6
Juge de police / Polizeirichter/in	2022	2023	2024
Sarine / Saane	16	10	4
Singine / Sense	2	1	3
Gruyère / Greyerz	4	3	3
Lac / See	1	0	2
Glâne / Glane	3	2	0
Broye/ Broye	2	5	1
Veveyse / Vivisbach	2	1	0
Total	30	22	13
	2022	2023	2024
Ministère public / Staatsanwaltschaft	170	156	193
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht	0	1	1
Tribunal des mesures de contrainte / Zwangsmassnahmengericht	27	22	29
Tribunal des mineurs / Jugendgericht	1	2	6
Autres / Andere	51	52	70
Total	249	270	318

Modes de liquidation / Erledigungsarten	2022	2023	2024
Admis / Gutheissung	21	21	25
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	21	11	12
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	25	24	17
Rejetés / Abweisung	111	100	118
Irrecevables / Nichteintreten	69	69	65
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	1	0	16
Retirés / Rückzug	2	4	6
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	2	3	1
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	28	22	22
AJ (avec avocat/e) accordée / URP (mit Anwältin/Anwalt) gewährt	5	4	19
AJ (avec avocat/e) refusée / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	3	4	7
AJ (sans avocat/e) refusée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	6	6	7
Désignation / Bezeichnung	0	0	1
Dépens fixés / Parteikosten festgesetzt	0	0	1
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	2	1
Total	295	270	318

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2022	2023	2024
Recours / Beschwerden	194	177	208
Indemnité et réparation du tort moral / Entschädigung und Genugtuung	5	5	3
Récusation / Ausstand	19	18	20
Assistance judiciaire et défense d'office / URP und amtliche Verteidigung	44	46	49
Restitution de délai / Wiederherstellung der Frist	0	1	0
Déni de justice /retard injustifié / Rechtsverweigerung/Rechtsverzögerung	4	6	3
Consultation du dossier / Akteneinsicht	0	0	3
Sursis et remise de frais / Stundung und Erlass der Verfahrenskosten	1	1	2
Attribution des frais / Auferlegung der Prozesskosten	0	0	1
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	16	6	13
Mesures de surveillance / Überwachungsmaßnahmen	0	0	2
Séquestre / Arrest	10	10	13
Langue de la procédure / Verfahrenssprache	0	0	1
Total	295	270	318

1.1.3.3 Cours administratives / Verwaltungsrechtliche Abteilungen

le Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2022	2023	2024
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	115	67	64
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	154	161	157
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	202	164	145
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	67	64	76

Modes de liquidation / Erledigungsarten	2022	2023	2024
Admission / Gutheissung	21	10	12
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	9	7	3
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	7	8	4
Rejet / Abweisung	68	67	55
Irrecevabilité / Nichteintreten	3	1	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	5	14	16
Retrait / Rückzug	7	2	4
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	7	4	6
Transaction / Ratification / Vergleich/Genehmigung	1	0	0
Sans objet autres motifs / Abschreibung aus anderen Gründen	54	28	28
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	0	1
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	1	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) gewährt	5	5	7
Assistance judiciaire partiellement accordée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) teilweise gewährt	0	1	0
Assistance judiciaire refusée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	10	11	5
Assistance judiciaire accordée (sans avocat/e) / URP (ohne Anwältin/Anwalt) gewährt	1	0	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat/e) / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	2	3	2
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	0	2	1
Total	202	164	145

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Etablissement et séjour / Niederlassung und Aufenthalt	9	37	46	31	15
Agents des collectivités publiques / Amtsträger der Gemeinwesen	18	25	43	19	24
Affaires communales / Gemeindeangelegenheiten	1	2	3	2	1
Responsabilité des collectivités publiques / Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger	4	6	10	4	6
Ecole et formation / Schule und Bildung	6	10	16	13	3
Exécution des peines et mesures / Straf- und Massnahmenvollzug	4	6	10	8	2
Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger / Grundstückerwerb durch Personen im Ausland	0	1	1	0	1
Avocat/e/s, notaires / Anwältinnen/Anwälte, Notarinnen/Notare	1	3	4	2	2
Recours contre décision du Tribunal des mesures de contrainte / Rekurs gegen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts	1	5	6	5	1
Loi sur l'information et l'accès aux documents / Gesetz über die Information und den Zugang zu Dokumenten	1	3	4	2	2
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BGer	0	1	1	1	0
Remise de frais / Erlass der Gerichtskosten	0	1	1	1	0
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	0	2	2	2	0
Procédure autres / Verfahren andere	0	1	1	0	1
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen u. ihre Abänderung	7	17	24	20	4
Mesures provisionnelles urgentes / Dringliche vorsorgliche Massnahmen	0	9	9	9	0
Assistance judiciaire (principe) / URP (Grundsatz)	11	25	36	24	12
Recours sur assistance judiciaire / Beschwerde gegen URP-Entscheid	1	3	4	2	2
Total	64	157	221	145	76

Ile Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2022	2023	2024
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	120	182	143
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	265	174	202
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	203	213	221
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	182	143	124
Modes de liquidation / Erledigungsarten	2022	2023	2024
Admission / Gutheissung	38	26	38
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	2	9	9
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	8	6	14
Rejet / Abweisung	72	90	74
Irrecevabilité / Nichteintreten	4	6	8
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	12	14	15
Retrait / Rückzug	18	18	17
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	4	0	2
Transaction/ratification / Vergleich/Genehmigung	0	1	1
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	44	40	43
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	0	0
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	1	0
Assistance judiciaire refusée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	0	0	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat/e) / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	1	0	0
Décision 76 sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	0	2	0
Total	203	213	221

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Aménagement du territoire et constructions / Raumplanung und Bauwesen	103	100	203	104	99
Protection de la nature et du paysage / Natur- und Heimatschutz	0	3	3	2	1
Protection de l'environnement / Umweltschutz	2	1	3	2	1
Expropriation/ Forstwesen	5	2	7	3	4
Forêts / Enteignung	1	0	1	1	0
Energie / Energie	0	1	1	0	1
Marchés publics / Beschaffungswesen	2	9	11	10	1
Protection contre les incendies et les éléments naturels / Schutz gegen Feuer- und Elementarschäden	1	10	11	7	4
Domaine public / Öffentliche Sachen	0	4	4	4	0
Récusation / Ausstand	1	5	6	6	0
Requête de sûretés / Begehren auf Sicherstellung	0	1	1	1	0
Réclamation (frais) / Einsprache (Kosten)	0	2	2	2	0
Remise de frais / Erlass der Gerichtskosten	0	1	1	1	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) / Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)	1	4	5	5	0
Révision / Revision	0	1	1	1	0
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	4	4	8	8	0
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen u. ihre Abänderung	23	27	50	39	11
Mesures provisionnelles urgentes / Dringliche vorsorgliche Massnahmen	0	24	24	24	0
Recours sur mesures provisionnelles / Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	0	3	3	1	2
Total	143	202	345	221	124

IIIe Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2022	2023	2024
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	38	31	43
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	157	188	199
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	164	176	203
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	31	43	39

Modes de liquidation / Erledigungsarten	2022	2023	2024
Admission / Gutheissung	2	4	2
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	3	1	5
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	6	7	7
Rejet / Abweisung	66	62	62
Irrecevabilité / Nichteintreten	0	0	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	21	30	47
Retrait / Rückzug	32	20	34
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	7	3	4
Transaction/ratification / Vergleich/Genehmigung	0	0	0
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	23	44	30
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	0	3
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	2	1	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) gewährt	0	1	1
Assistance judiciaire refusée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	1	3	5
Assistance judiciaire refusée (sans avocat/e) / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	0	0	2
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	0	0	0
Total	164	176	203

Matlères traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Circulation routière et transports / Strassenverkehr und Transportwesen	13	83	96	78	18
Droit social / Sozialrecht	4	3	7	4	3
Agriculture / Landwirtschaft	1	4	5	4	1
Economie / Wirtschaft	8	4	12	9	3
Commerces et établissements publics / Handel und Gastgewerbe	1	4	5	4	1
Animaux / Tiere	3	3	6	5	1
Santé publique / Öffentliche Gesundheit	2	4	6	4	2
Réclamation (frais) / Einsprache (Kosten)	1	0	1	1	0
Remise de frais / Erlass der Gerichtskosten	0	1	1	0	1
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	0	3	3	3	0
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen u. ihre Abänderung	4	24	28	24	4
Mesures provisionnelles urgentes / Dringliche vorsorgliche Massnahmen	0	16	16	15	1
Recours sur mesures provisionnelles / Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	3	41	44	42	2
Assistance judiciaire (principe) / URP (Grundsatz)	2	9	11	9	2
Recours sur assistance judiciaire / Beschwerde gegen URP-Entscheid	1	0	1	1	0
Total	43	199	242	203	39

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2022	2023	2024
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	52	41	55
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	100	123	166
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	111	109	137
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	41	55	84

Modes de liquidation / Erledigungsarten	2022	2023	2024
Admission / Gutheissung	4	5	3
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	18	2	11
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	11	13
Rejet / Abweisung	43	36	53
Irrecevabilité / Nichteintreten	1	1	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	14	11	15
Retrait / Rückzug	12	20	13
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	0	10	12
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	3	0	0
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	5	7	10
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief		0	0
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	2	2
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	2	0	0
Assistance judiciaire refusée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	0	1	0
Assistance judiciaire accordée (sans avocat/e) / URP (ohne Anwältin/Anwalt) gewährt	2	0	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat/e) / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	5	1	1
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	0	2	0
Reformatio in pejus / Reformatio in pejus	0	0	3
Total	111	109	137

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques / Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen	32	111	143	84	59
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales / Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Personen	4	16	20	16	4
Impôt à la source / Quellensteuer	2	3	5	3	2
Impôt anticipé / Verrechnungssteuer	1	0	1	1	0
Impôt sur les gains immobiliers / Grundstückgewinnsteuer	1	1	2	1	1
Impôts communaux / Gemeindesteuern	2	0	2	2	0
Droits de mutation et gages immobiliers / Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe	1	3	4	1	3
Impôts sur les successions et les donations / Erbchafts- und Schenkungssteuer	0	1	1	0	1
Impôt destiné à compenser la diminution aire agricole / Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland	1	0	1	1	0
Taxe d'exemption de l'obligation de servir / Wehrpflichtersatz	1	2	3	2	1
Taxe de séjour / Aufenthaltstaxe	0	9	9	9	0
Contributions publiques communales / Öffentliche kommunale Abgaben	1	4	5	2	3
Emoluments administratifs / Verwaltungsgebühren	1	2	3	1	2
Soustraction fiscale et rappel d'impôts / Steuerhinterziehung und Nachsteuer	6	4	10	6	4
Récusation / Ausstand	0	2	2	2	0
Réclamation (frais) / Einsprache (Kosten)	0	1	1	1	0
Remise de frais / Erlass der Gerichtskosten	0	1	1	1	0
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	0	1	1	0	1
Assistance judiciaire (principe) / URP (Grundsatz)	2	5	7	4	3
Total	55	166	221	137	84

le Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2022	2023	2024
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	162	145	149
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	219	230	208
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	236	226	195
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	145	149	162
Modes de liquidation / Erledigungsarten	2022	2023	2024
Admission / Gutheissung	20	11	22
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	19	21	8
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	9	12	18
Rejet / Abweisung	107	108	84
Irrecevabilité / Nichteintreten	1	0	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	9	4	11
Retrait / Rückzug	10	11	8
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/ Neuer Entscheid Vorinstanz	9	13	6
Transaction/ratification / Vergleich/Genehmigung	0	1	0
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	20	10	20
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	2	0
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	0	0
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	0	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) gewährt	13	16	4
Assistance judiciaire refusée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	10	8	2
Assistance judiciaire partiellement accordée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) teilweise gewährt	0	3	0
Assistance judiciaire accordée (sans avocat/e) / URP (ohne Anwältin/Anwalt) gewährt	0	4	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat/e) / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	1	1	2
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	7	1	7
Total	236	226	195

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erlédigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Assurance-invalidité / Invalidenversicherung	27	28	55	30	25
Assurance-accidents / Unfallversicherung	48	68	116	52	64
Assurance-chômage / Arbeitslosenversicherung	47	60	107	56	51
Assurance militaire / Militärversicherung	0	1	1	0	1
Allocations familiales / Familienzulagen	4	1	5	5	0
Aide sociale / Sozialhilfe	4	13	17	14	3
Décision sur frais et dépens après TF / Fntscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	1	6	7	7	0
Révision / Revision	1	0	1	1	0
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	1	1	2	1	1
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen u. ihre Abänderung	4	8	12	11	1
Mesures provisionnelles urgentes / Dringliche vorsorgliche Massnahmen	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / URP (Grundsatz)	12	20	32	16	16
Recours sur assistance judiciaire / Beschwerde gegen URP-Entscheid	0	1	1	1	0
Total	149	208	357	195	162

**Ile Cour des assurances sociales /
II. Sozialversicherungsgerichtshof**

	2022	2023	2024
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	119	112	111
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	201	175	172
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	208	176	161
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	112	111	122

Modes de liquidation / Erledigungsarten	2022	2023	2024
Admission / Gutheissung	16	16	6
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	16	8	19
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	16	13	14
Rejet / Abweisung	69	62	55
Irrecevabilité / Nichteintreten	0	3	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	11	8	7
Retrait / Rückzug	5	16	13
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/ Neuer Entscheid Vorinstanz	11	6	8
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	2	2	5
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	21	12	10
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	5	0	0
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	0	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) gewährt	17	9	12
Assistance judiciaire refusée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	4	8	1
Assistance judiciaire accordée (sans avocat/e) / URP (ohne Anwältin/Anwalt) gewährt	3	2	3
Assistance judiciaire refusée (sans avocat/e) / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	2	5	1
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce / Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung	7	4	1
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	2	2	4
Total	208	176	161

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Assurance-vieillesse et survivants / Alters- und Hinterlassenenversicherung	4	10	14	4	10
Assurance-invalidité / Invalidenversicherung	50	75	125	70	55
Prestations complémentaires / Ergänzungsleistungen	4	10	14	10	4
Assurance-maladie / Krankenversicherung	6	10	16	8	8
Prévoyance professionnelle / Berufliche Vorsorge	15	14	29	18	11
Assurance-maternité / Mutterschaftsversicherung	0	1	1	1	0
Allocations pour perte de gain / Erwerbssersatz	3	2	5	2	3
Assurance-maladie complémentaire LCA / Zusatzkrankenversicherung VVG	12	12	24	15	9
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	0	4	4	4	0
Récusation / Ausstand	1	1	2	2	0
Remise de frais / Erlass der Gerichtskosten	0	1	1	0	1
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen u. ihre Abänderung	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / URP (Grundsatz)	16	28	44	24	20
Assistance judiciaire (montant de l'indemnité) / Unentgeltliche Rechtspflege (Entschädigungsbetrag)	0	2	2	1	1
Total	111	172	283	161	122

1.1.3.4 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2022	2023	2024
le Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	37	24	28
Ile Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	24	15	31
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	6	7	4
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	7	4	7
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	29	50	41
Chambre pénale / Strafkammer	34	41	42
le Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	18	23	19
Ile Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	16	16	23
IIle Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	9	6	13
Cour fiscale / Steuergerichtshof	11	4	7
le Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	23	36	19
Ile Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	15	17	15
Total	229	243	249

Recours traités / Erledigte Beschwerden

Modes de liquidation / Erledigungsarten

le Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	2022	2023	2024
Admis / Gutheissung	0	1	0
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	0	0	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	6	4	5
Rejetés / Abweisung	12	13	15
Irrecevables / Nichteintreten	14	4	5
Retirés / Rückzug	0	1	1
Ile Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	2022	2023	2024
Admis / Gutheissung	0	0	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	1	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	3	1
Rejetés / Abweisung	7	7	5
Irrecevables / Nichteintreten	14	9	12
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	0	1
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	0	1	0

Recours traités / Erledigte Beschwerden
Modes de liquidation / Erledigungsarten

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

	2022	2023	2024
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	2	0
Rejetés / Abweisung	1	1	2
Irrecevables / Nichteintreten	2	1	5
Retirés / Rückzug	0	1	0

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

	2022	2023	2024
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	1	0
Rejetés / Abweisung	1	2	0
Irrecevables / Nichteintreten	4	4	7
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	1	1	0

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

	2022	2023	2024
Admission / Gutheissung	0	0	2
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	1	4
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	3	2
Rejetés / Abweisung	13	31	18
Irrecevables / Nichteintreten	5	10	9
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	0	1
Retirés / Rückzug	0	0	2

Chambre pénale / Strafkammer

	2022	2023	2024
Admis / Gutheissung	0	1	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	2	3
Rejetés / Abweisung	8	12	13
Irrecevables / Nichteintreten	13	14	24
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	0	5
Retirés / Rückzug	0	0	2
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	0	1	0

le Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

	2022	2023	2024
Admis / Gutheissung	0	3	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0	3
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	1	0
Rejetés / Abweisung	14	8	12
Irrecevables / Nichteintreten	0	3	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	2	6	1
Retirés / Rückzug	0	1	0
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	0	0	1

Ile Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	2022	2023	2024
Admis / Gutheissung	0	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	3	3
Rejetés / Abweisung	5	6	15
Irrecevables / Nichteintreten	2	1	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	2	1	1
IIle Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	2022	2023	2024
Admis / Gutheissung	0	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	0	1
Rejetés / Abweisung	6	4	7
Irrecevables / Nichteintreten	0	0	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	3	2	2
Cour fiscale / Steuergerichtshof	2022	2023	2024
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	2	0
Rejetés / Abweisung	8	3	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	4	1	1
le Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	2022	2023	2024
Admis / Gutheissung	3	2	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	4	1	5
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	1	3
Rejetés / Abweisung	13	17	14
Irrecevables / Nichteintreten	0	0	6
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	2	1	4
Retirés / Rückzug	1	0	0
Ile Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	2022	2023	2024
Admis / Gutheissung	1	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	1	3
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	1	1
Rejetés / Abweisung	6	9	10
Irrecevables / Nichteintreten	0	3	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	4	2	2
Retirés / Rückzug	1	0	0
Total	201	215	249